

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ACTION EN JUSTICE
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS
POUR
L'APPLICATION DES LOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 30 JUIN 1911, A 3 HEURES

PAR
PIERRE HEURARD DE FONTGALLAND

Examineurs :

Président : M. JAY ; Professeurs : MM. SOUCHON et CAPITANT

PARIS
LUCIEN LAVEUR, ÉDITEUR
13, RUE DES SAINTS PÈRES, VI^e

1911

DE L'ACTION EN JUSTICE
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS
POUR L'APPLICATION DES LOIS

VALENCE, IMPRIMERIE VALENTINOISE. — 5-11.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
L'ACTION EN JUSTICE
DES
SYNDICATS PROFESSIONNELS
POUR
L'APPLICATION DES LOIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 30 JUIN 1911, A 3 HEURES

PAR

PIERRE HEURARD DE FONTGALLAND

Examineurs :

Président : M. JAY ; Professeurs : MM. SOUCHON et CAPITANT



PARIS

LUCIEN LAVEUR, ÉDITEUR

13, RUE DES SAINTS-PÈRES, VI^e

1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

PRÉSIDENT DE L'UNION DU SUD-EST
DES SYNDICATS AGRICOLES

VICE-PRÉSIDENT DE L'UNION GENTRALE DES SYNDICATS
DES AGRICULTEURS DE FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549920_0026

BIBLIOGRAPHIE

- PIC : Traité élémentaire de législation industrielle, 1908. Article de la *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1902, p. 499 et s.
- BERGERON : Du droit des Syndicats d'ester en justice (Thèse 1898).
- TOURNASSUS : Du droit d'action ou d'intervention des Syndicats professionnels devant les juridictions répressives (Thèse 1910, Lyon).
- Henri LORIN : Rapport sur la collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'Inspection du Travail, fait en 1909. (Edition de l'*Association Nationale française pour la protection légale des travailleurs*.)
- ROCQUIGNY : Les Syndicats agricoles et leur œuvre, 1906.
- Georges MARAIS : Les Syndicats professionnels et la Jurisprudence, 1908.
- Raoul JAY : L'organisation du travail par les Syndicats professionnels. (*Revue d'Economie Politique*, 1894.)
- Jean ESCARRA : Etude sur la recevabilité des Recours juridictionnels exercés par les Syndicats et les groupements analogues (Thèse 1907).
- JOURNAL DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES.
- DALLOZ ; SIREY ; *Pandectes françaises ; Gazette du Palais ;* Notes de MM. Planiol, Hauriou, Beauchet, Roux, Wahl, Nast, Chesney.
- ANNALES DES FALSIFICATIONS : Septembre et décembre 1910. — Janvier et février 1911.
- LEBON : Recueil des Arrêts du Conseil d'Etat.
- BARTHOUSSE : L'action syndicale.
- BULLETIN DU SYNDICAT NATIONAL DE DÉFENSE DE LA VITICULTURE FRANÇAISE, avril 1910.
- NICOLAY : Les droits de la partie civile en matière de répression des fraudes.

LOUIS CRÉMIEU : L'action civile exercée sous la forme collective dans la législation française actuelle, 1910.

F. LARNAUDE : Théorie de la personnalité morale, 1906.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES : Proposition de loi du 16 janvier 1911, de M. de la Trémoille, tendant à préciser le droit de poursuite des Syndicats professionnels en matière de répression des fraudes et complétant l'art. 2 de la loi du 5 août 1908. — Proposition de M. Cazeneuve, sénateur, du 31 mars 1911, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 5 août 1908 « sur la recevabilité de l'action en justice des Syndicats professionnels en matière répressive ».

ANNALES DU MUSÉE SOCIAL.

TOUBEAU : La répression des fraudes sur les produits alimentaires (Thèse, 1907). — L'action en justice de Syndicats et des Associations en matière répressive (éditions des lois nouvelles, 1909).

ANNALES DES FALSIFICATIONS, page 268, de septembre 1910. Article du précédent auteur.

JOURNAL OFFICIEL.

REVUE CATHOLIQUE DES INSTITUTIONS ET DU DROIT (Avril, mai, juillet 1897. — Articles de M. Voron).

REVUE CRITIQUE DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE : Article de Marc Sauzet, 1888, t. XVII, 2^e série, p. 296, 391 et s.

ECONOMISTES FRANÇAIS : Les Syndicats et les prétendus intérêts communs des gens de même profession (Article de M. Mangin, 9 février 1884.)

INTRODUCTION

I. — Considérations Générales.

La liberté d'association professionnelle apparaît aujourd'hui, aux économistes de toutes nuances, comme un droit intangible. C'a été l'honneur du *xix^e* siècle de comprendre que les travailleurs ne peuvent lutter efficacement pour la conquête ou le maintien de leurs droits, qu'à la condition de pouvoir, non seulement se grouper temporairement et se coaliser, mais encore se constituer en groupements permanents, pour veiller à la défense de leurs intérêts communs. Mais si le principe de l'association professionnelle est aujourd'hui incontesté, on est loin d'être d'accord sur les conséquences qu'il implique, et l'étude que nous entreprenons sur le droit d'ester en justice des Syndicats professionnels pour l'application des lois nous montrera, derrière une unanimité apparente relativement à un principe général, une curieuse variété d'opinions divergentes, contradictoires, radicalement opposées qui impliquent des postulats économiques absolument antinomiques.

Peut-être est-il bon, au seuil de ce travail, de jeter en arrière un rapide coup d'œil sur l'histoire du *xix^e* siècle. Les considérations rétrospectives que nous aurons à faire

permettront sans doute de mieux comprendre les difficultés que rencontrent actuellement les Associations professionnelles pour faire dégager, à défaut d'un article de loi précis, par la jurisprudence, une saine doctrine touchant le droit d'estimer en justice des Syndicats professionnels.

II. — Aperçu Historique sur les Associations Professionnelles, depuis la Révolution jusqu'à la Loi de 1884.

La loi des 2-17 mars 1791, supprimant les maîtrises et les jurandes, tolérait cependant les réunions de patrons et d'ouvriers pour délibérer sur leurs intérêts communs. A l'occasion d'excès commis par les ouvriers du bâtiment, la loi des 14-17 juin 1791 fut votée. Il n'est pas sans intérêt de transcrire ici un passage fort connu du rapport de Chapelier qui, si on le rapproche des théories économiques contemporaines les moins subversives, suffira à montrer l'énormité du chemin parcouru en cent ans : « Il doit sans doute être permis à tous les citoyens de s'assembler, disait le rapporteur de la loi, mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'Etat ; il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique par un esprit de cor-

poration ». Cette négation d'un intérêt corporatif, professionnel, distinct de l'intérêt général, nous paraît aujourd'hui monstrueuse. Elle n'en a pas moins imprégné la mentalité de plusieurs générations, de la fin du XVIII^e et du commencement du XIX^e siècle, et nous verrons subsister l'individualisme qu'elle implique au fond de certaines théories juridiques relatives au droit des Syndicats d'ester en justice.

Les dispositions fondamentales de la loi des 14-17 juin 1791 sont les articles 1 et 2, ainsi conçus : Article Premier : « L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état ou profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. »

Article 2 : « Les citoyens du même état ou profession, entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer de président ni de secrétaire syndic, tenir des registres, prendre des arrêts ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

L'article 4 contenait la prohibition des coalitions. Les articles suivants édictaient diverses pénalités.

La loi Chapelier reposait sur une double confusion : confusion entre la coalition et l'association professionnelle ; confusion entre l'association libre et la corporation fermée.

Elle est la manifestation la plus évidente des erreurs invraisemblables auxquelles peut mener l'abstraction en matière économique. Nous avons peine à nous représen-

ter la mentalité de gens, qui croyaient avoir affranchi le travailleur et lui refusaient le droit de se grouper pour échapper à l'oppression qui menace le travailleur isolé.

Quand fut établi l'Empire, Napoléon, sollicité, d'une part, de rétablir les corporations, par les petits patrons, les petits commerçants et même par des ouvriers, et sollicité, d'autre part, de ne pas les rétablir par la Chambre de Commerce de Paris, composée de notables commerçants, se contenta de rétablir les corporations de la boulangerie et de la boucherie, dans un but uniquement politique d'ailleurs. Ces deux corporations furent abolies et les métiers de boulanger et de boucher rendus libres, l'un en 1863, l'autre en 1858, sauf le droit qui reste aux municipalités de taxer la viande et le pain. A part ces exceptions, les associations professionnelles et les coalitions restaient rigoureusement prohibées, les unes par la loi du 22 germinal an XI, et les autres par le Code pénal. Mais cette prohibition n'était plus en réalité dirigée que contre l'ouvrier, auquel le Gouvernement impérial imposa le livret et l'article 1781 du Code civil sur les gages et les salaires, en vertu duquel, en cas de contestations entre le patron et l'ouvrier pour le paiement des gages et des salaires, le maître était cru sur son affirmation, article qui d'ailleurs a été abrogé le 2 août 1868. Au contraire, le Gouvernement tolérait la formation des Syndicats patronaux.

Sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet, une résistance opiniâtre des Chambres de commerce se fait sentir contre toute tendance corporative. Cette résistance trouva également dans le gouvernement de Louis-Philippe un appui, et la loi du 10 avril 1834 aggrava l'article 291 du Code pénal contre toutes les associations de plus de vingt

personnes et édicta que « tout membre d'une association non autorisée sera puni d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 50 à 1.000 fr. ».

Survinrent ensuite la deuxième République et le second Empire. La liberté d'association, qui eut quelque existence sous la République de 1848, fut supprimée le 2 décembre 1851, sauf pour les Sociétés de Secours mutuels. Néanmoins, le gouvernement de Napoléon III ferma les yeux pour la constitution de nombre d'associations, ou même les reconnut implicitement. Par exemple, il demanda à l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie son avis sur la législation ouvrière et l'organisation des Expositions nationales et internationales. Le *compagnonnage*, qui avait survécu à la Révolution, continua à vivre également sous le second Empire. Il existe d'ailleurs, encore aujourd'hui, mais il tend à décliner, à cause de la décadence de l'apprentissage, de la suppression du tour de France et des anciens rites d'admission et, surtout, parce qu'il est respectueux du salariat et attaché aux idées d'ordre, contrairement à beaucoup de Syndicats ouvriers contemporains.

Le Gouvernement impérial se montra même parfois plein de bienveillance pour l'effort ouvrier, et on le vit gracier des ouvriers typographes condamnés pour faits de grève, dans une affaire très connue. Sa tolérance fut proclamée également par un rapport célèbre de 1868, de M. de la Forcade. Il envoya à ses frais une délégation de deux cents ouvriers à l'Exposition Universelle de Londres et se montra, pendant quelques années, très tolérant pour les organisations ouvrières. Mais l'agitation de l'Association internationale des travailleurs ne tarda pas à modi-

fier sa politique et à provoquer des rigueurs qui ne frapèrent pas qu'elle. La troisième République ne se montra tout d'abord pas plus tendre pour le Syndicalisme que ses devanciers. Elle vota la loi du 14 mars 1872 sur l'Association internationale des travailleurs, et des instructions furent, à cette époque, données aux parquets en vue de l'application stricte de l'article 291 du Code Pénal (1). Mais peu à peu, sous la poussée des faits et des idées, un nouveau courant favorable aux associations professionnelles se manifesta à partir de 1877.

La liberté de réunion, votée en 1881, permit la campagne des congrès ouvriers. Enfin la loi de 1884 consacra une transformation qui s'était faite profondément dans les esprits relativement au droit d'association professionnelle. Ce n'est pas le lieu, ici, de parler en détail de cette loi du 21 mars 1884. Des hommes éminents par leur savoir et leur compétence ont traité ce sujet. Nous nous bornerons à l'étude de deux articles de cette loi en examinant les controverses qu'a fait naître et les théories qu'a suscitées la question de l'action en justice des Syndicats professionnels.

(1) Pic. 1908, page 239.

CHAPITRE PREMIER

Du Droit d'Action en Justice des Syndicats Professionnels.

La loi du 21 mars 1884 édicte dans son article 6 : « Les Syndicats professionnels peuvent ester en justice ». Mais « sans intérêt pas d'action ! » Tel est le principe juridique auxquels les syndicats n'échappent pas plus que les particuliers. Il n'a pas manqué, en cette matière, comme en beaucoup d'autres, de susciter de vives controverses de doctrine et de provoquer de curieuses divisions dans la jurisprudence.

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, il importe de remarquer, tout d'abord, que les syndicats peuvent défendre les droits que la loi du 21 mars 1884 leur a formellement attribués.

Un syndicat est valablement constitué quand les formalités essentielles prescrites par la loi du 21 mars 1884 ont été observées. Il jouit alors de la personnalité morale. En cette qualité, il a un *nom*. Vis-à-vis de ce nom, le Syndi-

cat a les mêmes droits qu'une personne physique. Il en est propriétaire, et peut poursuivre quiconque essaierait de l'usurper ou de s'en servir. Il peut obtenir du tribunal l'interdiction pour un autre Syndicat de porter le même nom et obtenir, pour ce fait, des dommages-intérêts.

Un Syndicat peut aussi intentier des actions relatives à son *patrimoine*. Il peut réclamer les cotisations de l'année courante, pour les membres qui s'en vont durant l'année. Il peut infliger des amendes. Il peut intentier des actions relatives à des acquisitions faites à titre onéreux ou à titre gratuit.

Relativement à son patrimoine, le Syndicat peut repousser toutes les atteintes portées à son droit de propriété. Relativement à ses immeubles, le Syndicat peut intentier des actions pétitoires ou possessoires (ou y défendre). Quant aux meubles, lui seul a la faculté de faire valoir ses droits, par exemple de formuler l'action en revendication de l'article 2270 du Code Civil. Il peut aussi recouvrer ses créances par tous moyens de droit.

La responsabilité du Syndicat peut être engagée dans certains cas : la mise à l'index a particulièrement donné lieu à des décisions fort différentes en jurisprudence (1). Sans entrer dans le détail de cette jurisprudence et des controverses qu'elle a suscitées, disons simplement qu'elle a distingué trois hypothèses :

1° Quand l'interdiction du travail était exercée uniquement *dans un but de malveillance*, les tribunaux ont pres-

(1) V. sur ce point Paul Boncour : *Les Syndicats de fonctionnaires*, p., 241 à 329 et Marais : *Les Syndicats professionnels et la Jurisprudence* p. 63 et s.

que toujours condamné le Syndicat. L'abus du droit apparaîtrait, en ce cas, si flagrant, qu'aucune hésitation n'est possible.

2° Quand cette interdiction avait pour cause le *refus* par l'ouvrier *de s'affilier au Syndicat*, la jurisprudence l'a souvent considérée comme un délit civil.

3° Mais quand l'interdiction a été exercée parce que l'ouvrier ne se soumettait pas *aux conditions de travail fixées par le Syndicat*, les tribunaux se sont nettement refusés à la considérer comme un abus.

La jurisprudence tend donc à regarder comme un abus de droit les faits signalés dans la deuxième hypothèse. Elle les considère comme la satisfaction d'une rancune personnelle contre l'ouvrier non syndiqué ou exclu du Syndicat. Elle présume l'intention principale de nuire.

Enfin le Syndicat est tenu pour ses délits et ses quasi-délits.

Telle est la doctrine qui se dégage de la loi du 21 mars 1884 pour ce qui a trait à la personnalité morale du Syndicat professionnel et son droit d'ester en justice à ce point de vue. Mais le Syndicat professionnel ne peut-il agir en justice que dans le but de défendre sa personnalité civile ?

L'article 3 de la loi du 21 mars 1884 dit expressément : « Le Syndicat professionnel a pour objet *l'étude et la défense* des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles de ses membres. Donc un Syndicat est créé pour étudier tous ces intérêts économiques, mais aussi pour les défendre : or, pour les défendre, il faut qu'il puisse plaider, qu'il puisse ester en justice.

Dans quelle mesure le pourra-t-il ?

Au-delà des faits qui ont une influence immédiate sur leur patrimoine, sur l'actif syndical, n'en existe-t-il pas d'autres qui puissent légitimer l'intervention en justice des groupements professionnels ? Au nom de la solidarité des intérêts économiques, industriels, commerciaux, agricoles qu'ils sont chargés de défendre, les Syndicats ne peuvent-ils valablement agir dans toutes sortes d'affaires où l'un de ces intérêts se trouve engagé, soit pour demander réparation d'un acte préjudiciable aux intérêts professionnels d'un ou de plusieurs de leurs membres, soit pour attaquer, par la voie du recours contentieux, certaines décisions administratives, soit enfin pour saisir les tribunaux de répression d'une infraction qui, à un point de vue très général, nuit à une profession considérée dans son ensemble ?

Comment caractériser la nature de cet intérêt, au nom duquel le Syndicat professionnel agira ? Qu'est-ce que la jurisprudence a décidé à ce point de vue depuis 1884 ? Dans quel esprit ont été conçues les lois qui ont développé cette notion d'action en justice pour l'application des lois professionnelles ? Dans quelle mesure ces lois ont-elles influencé la jurisprudence ?

Que valent, au point de vue doctrinal, les théories qui se sont efforcées d'exprimer la nature juridique du droit d'ester en justice ?

Qu'y a-t-il dans les projets de réformes de la loi de 1884 ?

Telles sont les questions qui nous restent à traiter et qui sont le corps de notre sujet.

Afin de pouvoir répondre plus facilement à la première question : « Comment caractériser la nature de cet inté-

rêt », il convient d'envisager tout d'abord la jurisprudence et de la suivre dans ses fluctuations depuis la promulgation de la loi de 1884.

*
* *

Mais avant de l'envisager dans ses détails, et pour en faciliter la compréhension, il est nécessaire de dire quelques mots d'une théorie de la personnalité morale, sans laquelle la conception syndicale des auteurs de la loi de 1884 — et de M. Waldeck-Rousseau en particulier — est incompréhensible.

Cette théorie considère la personne morale comme un être juridique absolument distinct des membres qui la composent. De ce que dans une association, tout se passe comme si une personne nouvelle était née, on en est arrivé à parler comme si une association représentait autre chose que les intérêts de ses membres « en tant qu'associés ». Ce qui aboutit, en bonne logique, à admettre, qu'une association peut exister sans associés et un syndicat sans syndiqués. Appliquée aux Syndicats, cette théorie aboutit nécessairement à l'affirmation — qui est la base des théories de M. Waldeck-Rousseau — que le Syndicat n'est aucunement la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Elle implique une confusion qui, en l'espèce, entraîne le théoricien de la personnalité syndicale à méconnaître, que si le syndicat ne représente pas *tous les intérêts privés* de ses membres — ce qui est l'évidence même — il est nécessairement la résultante de *leurs intérêts en tant que syndiqués* — ce qui ne pourrait

être contesté qu'en affirmant cette absurdité, que le Syndicat représente des intérêts qui ne sont ceux d'aucun de ses membres. Et c'est pourquoi nous préférons cette théorie à la fois plus nouvelle et plus rationnelle qui soutient — avec M. Saleilles — que « si la personne morale est un être juridique distinct, au point de vue de ses droits patrimoniaux, des êtres réels qui la constituent, on peut dire qu'elle n'est que la résultante, sous forme d'intérêt collectif, des intérêts particuliers qu'elle représente » (1). Appliquée au Syndicat cette théorie (2), n'autorise pas

(1) *La personnalité juridique* (Paris, 1910), p. 350 et suiv.

(2) Voici ce que dit M. Larnaude à propos de cette théorie : « Vraiment, on s'est fait jusqu'à ces dernières années en France, de l'association, du groupe, une idée singulière. Parcourez la plupart des dissertations juridiques écrites sur l'association, sur les personnes morales, on ne les envisage que sous le point de vue du droit privé. On ne parle pas de leur droit d'être propriétaires ou créancières, en redoutant d'ailleurs, surtout pour une certaine catégorie de biens, l'extension de leur patrimoine.

Cette idée, que je crois absolument fausse, me paraît venir de ce que la doctrine prend toujours comme point de départ l'individualisme simpliste, qui est d'ailleurs à la base de notre droit.

On assimile l'association à l'individu, sans vouloir lui en donner d'ailleurs tous les droits, mais surtout sans songer que l'association peut avoir à exercer des droits qui n'appartiennent pas à l'individu. C'est là qu'est l'erreur ; l'association — s'entend l'association sans but lucratif — est autre chose que la simple juxtaposition des droits qui peuvent appartenir aux individus qui la composent ; de même que l'Etat a des droits et des obligations autres que ceux qui appartiennent aux individus qui le forment. Ce n'est pas de l'individu qu'il faut rapprocher l'association, mais bien plutôt de l'Etat, avec lequel elle offre de frappantes similitudes. Ce n'est pas seulement sur le terrain du droit privé qu'il faut transporter l'association, mais bien sur le terrain du droit public, et c'est là qu'il ne faut pas craindre d'envisager le rôle considérable qu'elle peut être appelée à jouer ». (Cité par Lorin, page 81).

plus la dissociation du groupe et des syndiqués qui le composent, que la conception de ce groupe comme une addition pure et simple des intérêts individuels de ses membres. Elle admet que le groupement crée des situations juridiques et économiques nouvelles ; que la réunion des intérêts individuels crée un fait social dominé par des lois qui lui sont propres, comme l'addition des gouttes d'eau qui composent la mer, les soumet à des influences nouvelles et permet les vagues et les marées.

L'évolution de la doctrine et de la jurisprudence en matière syndicale, au cours de ces dernières années, est intimement liée au progrès, encore très peu apparent, de cette théorie nouvelle de la personnalité morale, sur laquelle nous reviendrons longuement plus loin.

CHAPITRE II

Le Droit d'Ester en Justice et la Jurisprudence

M. Waldeck-Rousseau, dans la circulaire célèbre du 25 août 1884, écrivait ceci : « La plus vaste carrière est ouverte par la loi à l'activité des Associations professionnelles, et leur fécondité ne doit pas rencontrer de limites légales. Les difficultés qui peuvent surgir devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté ».

Quel usage vont-ils faire, ces Syndicats professionnels, de leur existence juridique et, surtout, quelle va être l'attitude de la jurisprudence à leur égard ?

Dans les débuts, l'attitude de la jurisprudence fut inspirée par l'auteur même de la loi de 1884, M. Waldeck-Rousseau. Celui-ci, dans une consultation fort connue, donna, en 1887, son opinion sur l'intervention des Syndicats en justice, lors d'un curieux procès entre un commerçant de Nice et le Syndicat des négociants de cette

ville. Il s'agissait de savoir : « si le Syndicat avait qualité pour introduire une action basée sur un fait de prétendue concurrence déloyale faite à des négociants de la même profession » (1). Il n'est pas sans intérêt de reproduire ici l'essentiel de l'argumentation de M. Waldeck-Rousseau :

« Que les Syndicats régulièrement formés aient une certaine personnalité civile, qu'ils puissent introduire en justice certaines actions, nul ne le conteste. Mais peuvent-ils indifféremment se pourvoir en justice en vue d'un objet quelconque ? Personne ne le soutient non plus.

« La question à résoudre est donc de savoir si l'objet de l'instance introduite rentre dans la catégorie des actes en vue desquels la formation des syndicats professionnels a été autorisée.

« Or, cet objet est clairement désigné par l'assignation. En faisant croire au bon public que la liquidation de la maison « New-Scotland » continue et permet de vendre les marchandises avec un énorme rabais, R... commet un acte de concurrence déloyale envers les négociants qui vendent des marchandises similaires et qui forment le Syndicat.

« En conséquence, l'assignation conclut à des dommages-intérêts qui seront versés, non aux négociants dont il vient d'être parlé, mais au Syndicat lui-même.

« Une telle instance me paraît absolument en dehors des dispositions de la loi de 1884 », déclara M. Waldeck-Rousseau.

Les longs débats qui ont accompagné son élaboration,

(1) *Recueil périodique de législation*, par Rousseau et Laisney (année 1887, p. 53).

les critiques dirigées contre elle et les réponses opposées à ces critiques ne doivent laisser ouvrir aucun débat sur ce point, à savoir si la loi de 1884 a tort ou a raison, — l'objet de cette consultation ne saurait être de la juger, — mais de savoir si, sur ce point, elle a établi, au profit des négociants et au profit des ouvriers, la liberté d'association absolue. Or, qu'a-t-on voulu faire par cette loi de 1884 ? On a voulu permettre aux négociants, comme aux ouvriers, de se grouper dans un but précis : la défense de leurs intérêts généraux et économiques. On a fait valoir l'intérêt pour les patrons de centraliser les renseignements concernant leur industrie, de s'entendre sur les perfectionnements à introduire dans la direction générale de leur commerce, d'entrer en relation avec les pouvoirs publics, de débattre et de défendre leurs intérêts généraux, de provoquer ou de surveiller les modifications à introduire dans la législation économique, de fonder des écoles professionnelles, des bibliothèques. De même, pour les ouvriers, on a montré combien il importait de pourvoir, par le groupement, à l'amélioration des conditions du travail, à l'établissement d'institutions de prévoyance, à la représentation de leurs intérêts généraux, à eux aussi, dans toutes les discussions qui peuvent les concerner, à la création d'écoles d'apprentissage, de cours professionnels. Et, pour les uns comme pour les autres, la loi n'a permis à l'association de posséder que les valeurs nécessaires à cette œuvre toute économique et d'intérêt général. C'est dans cette mesure qu'une personnalité restreinte, — le mot a été cent fois employé dans les débats parlementaires — a été accordée à ces associations particulières. Un Syndicat pourra donc bien ester en justice pour exiger de

ses membres l'exécution des engagements pris par eux, pour exiger des tiers l'accóplissement des obligations que la loi l'autorisait à contracter avec eux ; il pourra même encore ester en justice contre un tiers qui lui aurait causé préjudice en tant que syndicat. *Mais peut-il, aux lieu et place de l'un de ses membres, exercer des actions privées qui appartiennent à celui-ci, et qui, aux termes du droit commun, ne peuvent être exercées que par lui ?*

« Des négociants considèrent qu'ils subissent un préjudice dans leur commerce par le fait d'un concurrent, ils ont une action en réparation du dommage, à condition de justifier que la concurrence est déloyale, qu'ils ont subi un préjudice ? Ce préjudice, ils doivent l'établir, et, s'ils font cette preuve, ils en obtiendront réparation.

« Ici, à coup sûr, aucune lacune n'existait dans la législation. Que se passe-t-il ? Ils se déchargent sur le Syndicat du fardeau du procès. Celui-ci agit à leur place. A-t-il été constitué pour défendre les intérêts privés de ses membres ? Evidemment non. Dès lors, comment aurait-il qualité ?

« On objectera sans doute que, l'ensemble des négociants syndiqués subissant un préjudice, le Syndicat est par là même lésé ; mais cette objection ne résiste pas au premier examen.

« Le Syndicat, envisagé comme personne morale, n'est point la somme et pour ainsi dire la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct, et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que, par

là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation ! »

Et dans sa circulaire du 25 août 1884, M. Waldeck-Rousseau complétait sa pensée en disant : « Grâce au privilège de la personnalité, le Syndicat devient une personne juridique d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter, d'ester en justice, etc... Ainsi les Associations professionnelles, d'abord prosrites, puis tolérées, sont élevées par la loi du 21 mars 1884 au rang d'établissement d'utilité publique ». Il semble assez étrange, à vingt-sept ans de distance, que le législateur ait pu paraître accomplir une œuvre audacieuse en conférant à des associations qui, en somme, ne peuvent pas posséder, une action en justice restreinte à la défense de leur patrimoine. Il y a sans doute à ce phénomène une explication : c'est, semble-t-il, l'idée étroite de la personnalité civile qui prédominait aux environs de 1884.

Comme on ne connaissait alors que les associations de capitaux de la loi de 1867, on avait pris l'habitude de considérer qu'on ne pouvait pas mettre en commun autre chose que de l'argent, ou, du moins, que cela seul méritait d'être défendu. La loi de 1884, à ce point de vue, opérait dans les idées une véritable révolution. Pourtant, M. Waldeck-Rousseau lui-même ne se dissimulait pas que « la personnalité civile accordée aux syndicats n'était pas complète, pour leur donner toute la force d'action et d'expansion dont ils ont besoin ». — « C'est aux tribunaux, disait-il, dans sa circulaire du 25 août, qu'il appar-

tiendra de statuer sur les difficultés que pourra soulever l'usage de cette faculté ».

Quel chemin a donc parcouru depuis la jurisprudence ? C'est ce qu'il importe d'examiner en mettant en lumière l'évolution subie par le Conseil d'Etat, la Cour de Cassation et la plupart des Cours et Tribunaux. Pour la clarté de l'exposition, nous classerons leurs décisions par *juridictions* : nous pourrons ainsi d'ailleurs mesurer les progrès respectivement accomplis par chacune d'elles.

A) Jurisprudence de la Cour de Cassation.

La Jurisprudence de la Cour de Cassation a présenté en ces dernières années un caractère d'immobilité très frappant relativement à la recevabilité de l'action des Syndicats. Ce n'est pourtant pas à dire que la conception étroite des auteurs de la loi de 1884 ait reçu de sa part une consécration absolue. Elle n'a pas tardé à adopter une notion de l'*intérêt général* qui, pour n'avoir pas été aussi étendue par elle que par certaines juridictions inférieures, n'en constitue pas moins, au point de vue de l'extension de la capacité syndicale, un certain progrès.

Suivons-en les étapes dans l'ordre chronologique. Et constatons d'abord que l'interprétation restrictive qui a prévalu dès le début de l'application de la loi a été ensuite successivement élargie.

Le Tribunal correctionnel de Rouen (1), le 21 juin 1888,

(1) Sir. 91, 1, 556.

et la Cour de Rouen, le 9 février 1889, avaient débouté le *Syndicat professionnel des pharmaciens de Rouen et de la Seine-Inférieure* d'une action basée sur la distribution de médicaments par des non-pharmaciens dans les cinq dispensaires dépendant du bureau de bienfaisance.

Sur le recours du Syndicat, la Cour de Cassation, le 7 novembre 1889, s'est prononcée en ces termes :

« Attendu que l'arrêt entrepris énonce que la dame Augustine et les autres Sœurs de charité comprises dans la poursuite ont seulement préparé des remèdes simples dits magistraux, — qu'en agissant ainsi, les prévenues sus-visées se sont conformées aux instructions constantes de l'autorité supérieure et n'ont pas violé la disposition de l'article 25 de la loi du 21 Germinal an XI, qui interdit seulement la préparation des médicaments officinaux aux personnes vouées au service des malades et des indigents, et non munies d'un diplôme de pharmacien ;

« Rejette le pourvoi de ce chef. »

« Attendu en fait qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'en vertu de deux règlements municipaux en date du 8 décembre 1886, dûment approuvés, cinq dispensaires ont été établis dans divers quartiers de la ville de Rouen ; — que chacun d'eux a été pourvu d'une pharmacie, et que le personnel attaché à leur service, qui ne comprend aucun agent possédant le diplôme de pharmacien, distribue gratuitement aux malades indigents assistés à leur domicile, sous la surveillance du pharmacien des hospices et hôpitaux de Rouen, les médicaments préparés par ce dernier à la pharmacie centrale desdits établissements hospitaliers et déposés à la pharmacie de chaque dispensaire ;

« Attendu, en droit, que l'art. 25 de la loi du 21 Germinal an XI porte que nul ne peut¹ débiter aucun médicament s'il n'est régulièrement muni d'un diplôme de pharmacien ; que cette disposition générale et absolue ne permet pas au personnel des hospices et hôpitaux, de leurs annexes et de tous autres établissements de bienfaisance, de débiter aux malades indigents assistés à leur domicile, même gratuitement, les médicaments préparés ailleurs et qui y sont déposés ;

« Attendu que la surveillance exercée par les pharmaciens des hôpitaux de Rouen, sur la distribution aux malades indigents des médicaments déposés dans chacun des cinq dispensaires établis en des quartiers différents d'une grande ville est intermittente et lointaine ; qu'elle ne saurait équivaloir au débit desdits remèdes par un pharmacien, lequel est exigé dans l'intérêt de la santé publique par la loi précitée ;

« Casse, etc. » (1).

Dans une affaire à peu près similaire, et sur pourvoi des pharmaciens de Lyon et du Rhône, la Cour de Cassation rendit l'arrêt suivant, le 9 novembre 1889 :

« Attendu qu'au terme de la citation du 10 décembre 1888, la dame D.... était prévenue d'avoir exercé illégalement la pharmacie ; — que ces termes généraux comprenaient tous les modes d'exercice illégal ; — que, loin d'en être exclu, le fait d'ouverture illégale d'une officine était implicitement et nécessairement compris, alors surtout que les textes visés dans la dite citation prévoient et punissent ce mode spécial d'infraction ;

(1) Sir. 91, 1, 556 ; *Gaz. Pal.*, 89, 2, 602.

« D'où il suit que la Cour d'appel de Lyon, en décidant, dans ces circonstances, que les premiers juges avaient statué sur des faits non compris dans la citation, et en refusant, en conséquence, d'ordonner la fermeture de la pharmacie, a formellement violé les articles 182 et 183 du Code d'instruction criminelle, 6 de la déclaration du 25 avril 1777 et 25 de la loi de Germinal an XI » (1).

Dans un autre arrêt du 21 janvier 1892, la Cour de Cassation, saisie par le Syndicat, reconnut que l'arrêt de la Cour d'appel avait fait une juste application de la loi en ce qui concernait l'usage d'une marque non déposée ; qu'il n'en était pas de même relativement du chef de la tromperie sur la nature de la chose vendue, et ajouta :

« Attendu que l'arrêt attaqué déclare à tort qu'en cette matière l'action civile ne peut être exercée que par l'acheteur qui a été victime de la fraude ; — que d'après les articles 1 et 63 du Code d'instruction criminelle, toute personne lésée par un crime, un délit ou une contravention peut intervenir dans la poursuite et réclamer la réparation du dommage causé ; — que, dès lors, c'est à bon droit que le tribunal correctionnel de la Seine a condamné les prévenus à des dommages-intérêts envers les sieurs C.... et le Syndicat des propriétaires et concessionnaires d'eaux minérales, dès qu'il reconnaissait que les faits délictueux commis par M... et R... leur avaient causé un préjudice ;
« Casse » (2).

(1) Dall., 90, 1, 333.

(2) Sir., 92, 1, 105 ; Dall., 92, 1, 397 ; *Gaz. Pal.*, 92, 1, 341.

Un arrêt du 1^{er} février 1893 marque, dans la jurisprudence de la Cour de Cassation, une étape qui ne semble pas avoir été depuis dépassée :

« Attendu, dit cet arrêt, que les administrateurs de ce Syndicat, prétendant qu'ils ont été parties à la convention, soutiennent qu'ils ont le droit de former, au nom et au profit exclusif du Syndicat, une action en dommages-intérêts pour réparation des infractions qu'ils imputent aux défendeurs ;

« Attendu que l'arrêt dénoncé, tout en reconnaissant que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux dont la défense appartient aux intérêts professionnels, déclare que celui de Chaufailles n'a été dans l'espèce qu'un simple intermédiaire entre les propriétaires de l'usine et leurs ouvrières, auxquelles seules diverses concessions étaient faites ; que le syndicat n'a aucunement souffert des manquements reprochés aux patrons, et que seules aussi les ouvrières, en nombre très restreint, au préjudice desquelles ces manquements ont été commis, en ont éprouvé un dommage purement personnel.

Que de ces circonstances, et du texte même de la convention, ledit arrêt a conclu que si MM. V..., G.... et C.... étaient réellement engagés envers leurs ouvrières, et si ces dernières pouvaient puiser dans la convention, le cas échéant, le principe d'une action individuelle en dommages-intérêts, le Syndicat, qui n'est intervenu que pour accepter en leur nom les offres qui leur avaient été faites au contrat, et n'avait par conséquent aucun droit pour en revendiquer les effets... » (1).

(1) Civ., 1^{er} février 93 ; D. 93, 1, 241.

Après cet arrêt, nous pourrions d'un bond franchir dix années de jurisprudence, car ces dix années ne nous apprendraient rien de nouveau au point de vue de la théorie du droit d'ester en justice des Syndicats.

Le Tribunal de Commerce de Bayonne avait, le 19 juillet 1904, condamné la Compagnie du Midi à 100 francs de dommages-intérêts envers le *Syndicat du Commerce des Vins et Spiritueux* de l'arrondissement de Bayonne (1).

La Compagnie, qui avait contesté la recevabilité du Syndicat, avait formé un pourvoi, sur lequel la Cour de Cassation s'est prononcée, le 18 janvier 1905, en ces termes (2) :

« Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs du jugement attaqué, que la Chambre Syndicale imputait à la Compagnie du Midi d'avoir, en contravention aux lois et règlements, et en vue d'un profit illicite, permis que la gare de Bayonne servît d'entrepôt à des marchandises et de lieu de vente et de distribution, et d'avoir causé, « par une concurrence injuste contre laquelle aucune lutte n'était possible, un dommage considérable au commerce local » ; — qu'elle a demandé qu'en conséquence la Compagnie fût condamnée à lui payer, pour le préjudice souffert, la somme de 1.000 francs ;

« Attendu qu'en concluant ainsi, la Chambre Syndicale ne se proposait pas de donner spécialement satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres ; mais qu'elle agissait pour défendre en général l'intérêt professionnel de l'ensemble des négociants en

(1) Dall., 1904, 2, 362 ; *Rev. de Soc.*, 1905, 252.

(2) Sir., 1909, 1, 158 ; Dall., 1908, 1, 27 ; *Gaz. Pal.*, 1905, 1, 251.

Vins et Spiritueux de l'arrondissement de Bayonne, dans les termes de la loi du 21 mars 1884 ;

« Attendu, dès lors, que la demande a été, à bon droit, déclarée recevable par le Tribunal de Commerce de Bayonne »...

Le Syndicat National de défense de la viticulture française s'étant porté partie civile dans une autre affaire, et son instance ayant été accueillie par le Tribunal et la Cour de Nîmes, la Cour de Cassation rendit, le 10 mars 1906, un arrêt dans lequel elle jugeait que : « L'arrêt attaqué avait déclaré que ces opérations illicites avaient fait éprouver un dommage certain aux viticulteurs honnêtes ; — que cette affirmation s'appliquait manifestement, dans la pensée de la Cour d'Appel, aux viticulteurs membres du Syndicat, partie civile dans l'instance ; — que cette constatation suffisait pour justifier la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit de Syndicat ; — qu'en effet, les juges n'étaient pas tenus de spécifier sur quelles bases ils avaient évalué le montant d'une indemnité dont la loi laisse la détermination à leurs lumières et à leur justice » (1).

Particulièrement précis est l'arrêt du 27 juillet 1907 admettant le pourvoi du Syndicat et cassant un arrêt qui avait déclaré le Syndicat de la viticulture française irrecevable, sous prétexte que « malgré son titre, le Syndicat ne comptait pas parmi ses membres tous les viticulteurs français et qu'il n'en comprenait qu'un nombre relativement restreint ; que, dans ces conditions, il n'était

(1) *Rev. de doc.*, 1907, 256 ; *Gaz. Pal.*, 1906, 1, 636.

nullement démontré que l'infraction dont il s'agissait ait causé, soit en amenant une baisse sur le prix de vente des vins, soit en détournant les consommateurs de ce produit, soit pour tout autre motif, un préjudice quelconque aux intérêts représentés par ce Syndicat » (1).

« Attendu, dit la Cour de Cassation, que pour former une collectivité d'intérêts viticoles, au sens de la loi du 21 mars 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs ; — qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a violé les textes de loi visés ;

« Attendu, d'autre part, qu'après avoir constaté que l'infraction commise par Tr..... était contraire aux intérêts généraux de la viticulture, l'arrêt s'est mis en contradiction avec lui-même en déclarant qu'il n'était nullement démontré que l'infraction de Tr..... eût causé un préjudice quelconque aux intérêts représentés par le Syndicat demandeur, d'où il suit que l'arrêt a violé l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, la contradiction de motifs équivalant à l'absence de motifs » (2).

D'autre part, dans un arrêt du 20 décembre 1907, la Cour de Cassation a cassé un arrêt de la Cour d'Aix du 6 décembre 1906 dans les termes suivants :

« Attendu que le Syndicat du Commerce des saindoux et salaisons de Marseille s'est constitué partie civile au cours de l'instance engagée par le ministère public contre

(1) Sir., 1908, 1, 1905 ; Dall., 1908, 2, 101 ; *Rev. de Soc.*, 1907, 257 ; *Gaz. Pal.*, 1907, 1, 106.

(2) Sir., 1908, 1, 1905 ; Dall., 1909, 1, 129 ; *Rev. de Soc.*, 1908, 170 ; *Gaz. Pal.*, 1907, 2, 323.

Kr... et Pél..., inculpés de falsification d'une certaine quantité de graisse alimentaire par eux vendue au sieur Berne, en juin 1905 ;

« Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué, que la poursuite a été intentée sur la plainte de B..., en juin 1905 ;

« Attendu que, dans ces conditions, en se bornant à admettre l'intervention du Syndicat, sans indiquer les motifs de la recevabilité de cette intervention, et sans constater la nature du préjudice causé par le délit aux intérêts collectifs dudit Syndicat, la Cour d'Appel n'a pas donné à son arrêt une base légale ;

« Casse ».

Dans un arrêt du 2 mai 1908, elle a jugé qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent, seuls, servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives et que si un Syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites motivées par des infractions préjudiciables aux intérêts économiques, industriels ou commerciaux qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi (1).

Et elle a cassé un arrêt qui ne s'était pas expliqué sur la nature du préjudice occasionné à l'intérêt collectif du Syndicat.

D'autre part, dans un arrêt du 6 août de la même année, la Cour, excipant de ce qu'il est constaté, dans l'arrêt atta-

(1) *Gaz. Palais*, 1908, 1, 375.

qué, que la fraude a porté une grave atteinte aux intérêts communs et généraux de la profession et déprécié le commerce général de graisses alimentaires en inspirant cette idée inexacte que tous les produits de fabrication française étaient falsifiés, a jugé que ce motif, d'une portée trop générale, ne précise pas le préjudice qui aurait été causé directement au syndicat partie civile, et cassé l'arrêt (1). Plusieurs arrêts ont été rendus en termes identiques (1^{er} juillet 1909, Gaz. Pal. 09.2.380 et 13 février 1909, L'épicerie française, 25 avril 1909, 15 janvier 1910, Gaz. Pal. 1910, 1.768 ; 25 janvier 1910 ; Gaz. Pal. 1910 ; L ; 233). — Un arrêt du 5 mars 1910 (Gaz. Pal. 1910, 1.562) mérite particulièrement d'être signalé pour la rédaction particulièrement heureuse de ses motifs : après avoir rappelé que l'exercice du droit d'un syndicat à se porter partie civile dans un procès intenté sur la poursuite du ministère public est subordonné à la condition qu'il s'agisse d'intérêts collectifs directement lésés par le fait poursuivi, il ajoute :

« Attendu que la réalisation de cette condition ne résulte pas des motifs pour lesquels l'arrêt attaqué a accueilli l'intervention du syndicat de l'épicerie du Havre ;

« Que d'une part, en effet, les membres de ce syndicat, qui ne prétendent pas avoir acheté de beurre à L..., ne peuvent avoir été lésés par les fraudes dont celui-ci s'est rendu coupable en vendant ce produit à des tiers, et que le préjudice qu'ils auraient pu souffrir de ce délit, à raison de la concurrence déloyale que leur aurait faite le demandeur, constituerait seulement un dommage direct et éven-

(1) Sirey, 1909, 1.223.

tuel ne pouvant autoriser une intervention civile ; qu'au surplus, à supposer même que, par une concurrence frauduleuse, L... eût nui directement aux membres du Syndicat, il n'aurait encore porté atteinte qu'aux intérêts particuliers et individuels de chacun d'eux ; que ces intérêts, par l'effet de leur réunion, ne dépouilleraient pas ce caractère, et que leur groupement, qui pourrait autoriser l'exercice d'actions, suivies conjointement par les négociants victimes de la dite concurrence, ne suffit pas à constituer l'intérêt collectif de la profession que représente exclusivement le syndicat ».

Cet arrêt, dont les termes ont été reproduits dans un arrêt du 20 mars 1911 non encore publié, exprime, dans sa forme la plus précise, la conception dominante à la Cour de Cassation relativement à l'action en justice des syndicats, et il est une preuve évidente que les lois du 29 juin 1907 et 5 août 1908 n'ont guère influencé sa jurisprudence.

B) La Jurisprudence du Conseil d'Etat.

La jurisprudence du Conseil d'Etat a été longtemps vague et incertaine sur les questions relatives au problème de la recevabilité. Longtemps il déclara recevables ou irrecevables les actions, sans qu'on pût pénétrer nettement les principes de droit qui guidaient sa jurisprudence. Il se plut, à différentes reprises, à esquiver la question. Plus d'une fois, lorsqu'il statua, il ne le fit que par des décisions implicites et non motivées. Depuis moins de dix

ans une théorie très nette semble inspirer ses décisions. Nous aurons dans la suite à l'expliquer et à l'apprécier. Bornons-nous, pour le moment, à suivre les incertitudes du Haut Tribunal Administratif dans la diversité des actions sur lesquelles il eut à statuer.

La première décision relative à la recevabilité d'un recours syndical paraît avoir été rendue en 1887, à propos d'un arrêté pris par le préfet de police de la ville de Paris, réglementant la tenue des établissements de bains particuliers. En présence du caractère restrictif de ces mesures, le syndicat des propriétaires de bains de Paris et du département de la Seine estima qu'il y avait eu excès de pouvoir et se pourvut devant le Conseil d'Etat ; l'arrêt ne s'est pas préoccupé de dégager nettement la question de recevabilité.

Le Conseil d'Etat se borna à reconnaître aux syndicats le droit d'ester en justice. Mais il n'y avait là rien qui ne fût déjà admis. Nous sommes en présence d'une solution purement implicite, c'est la première manifestation d'une jurisprudence énigmatique. Les conclusions du commissaire du Gouvernement laissaient également la distinction dans l'ombre. Dire que « le bureau du syndicat peut, au nom de l'association, défendre les intérêts commerciaux et industriels de cette profession », et qu'il a qualité pour former un recours contre l'acte du préfet, ce n'est guère faire qu'une paraphrase du texte de 1884 sans en préciser les difficultés (1). Il convient également de citer les affaires des bouchers de Bolbec (2) et l'affaire B. d'A... (3).

(1) Conseil d'Etat : 25 mars 1887, Dall. 1887, 3.67.

(2) Bouchers de Bolbec, 3 juin 1892, Dall. 93, 3.102.

(3) 1^{er} mai 1896, Boucher d'Argis, D. P. 1897, 3.60

Dans la première espèce, le maire de la ville de Bolbec avait pris un arrêté interdisant aux bouchers établis et patentés de débiter des viandes autres que celles provenant des abattoirs municipaux. Les bouchers étrangers, forains ou autres, conservaient toute liberté pour vendre des viandes de provenance quelconque. Attaqué par le recours en annulation pour excès de pouvoir, l'arrêté du maire fut annulé sur la demande du Syndicat des bouchers.

L'affaire B. d'A... fut d'une grande importance pour les propriétaires d'immeubles urbains. Par un arrêté en date du 8 août 1894, le préfet de la Seine avait imposé aux propriétaires, des mesures relatives à l'établissement du tout à l'égout dans leurs immeubles. Ces mesures, qui étaient pour les intéressés la source de frais considérables, furent attaquées par excès de pouvoir par M. B. d'A.... au nom de la Chambre Syndicale des propriétaires immobiliers de la ville de Paris. Le Conseil d'Etat, par une solution implicite, a admis le recours syndical, sans discuter la recevabilité elle-même.

Une autre décision explicite et motivée concerne le syndicat agricole d'Herblay. Un décret avait déclaré d'utilité publique les travaux de prolongement de l'émissaire général des eaux d'égout de Paris, travaux aboutissant à déverser ces eaux sur des terrains appartenant aux membres du syndicat. Le recours en annulation du décret pour excès de pouvoir intenté par celui-ci fut rejeté par le Conseil.

Ces arrêts, sauf peut-être le dernier, se rapportent à la première phase jurisprudentielle, celle des tâtonnements. Avec les espèces suivantes, nous entrons dans une phase nouvelle, celle où le problème de la recevabilité est nette-

ment envisagé par le Conseil d'Etat, encore que sa solution soit fréquemment esquivée.

En 1902, le Conseil d'Etat eut à examiner un nouveau recours de la Chambre syndicale des propriétaires immobiliers de la ville de Paris, dans une espèce relative à l'arrêté pris par le Préfet de la Seine à la suite de l'affaire B..... d'A..... Cet arrêté désignait la première série de rues soumises à l'établissement du tout à l'égout. M. A....., en son nom personnel et comme délégué de la Chambre Syndicale, forma devant le Conseil d'Etat un recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté du Préfet. Le recours fut déclaré irrecevable par voie de solution implicite, « sans qu'il soit besoin, dit l'arrêt, d'examiner si le Syndicat a qualité pour former un pourvoi devant le Conseil d'Etat ». Dans l'espèce, le fait que M. A... agissait en son nom personnel devait être, pour le Conseil d'Etat, une raison suffisante d'écarter la discussion de la recevabilité du recours syndical. Pour la première fois, le Conseil, après avoir entrevu la difficulté, se dispensait explicitement de la prendre en considération.

Deux ans après, on retrouve le système des décisions indirectes en faveur de l'affirmative, dans l'affaire suivante : Des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, avaient créé les Conseils du Travail. Une chambre syndicale, celle des constructeurs de matériel pour chemins de fer, attaqua ces décrets comme illégaux et anticonstitutionnels, les déclarant contraires aux lois du 21 mars 1884 et du 27 décembre 1892. Son recours fut rejeté par le Conseil en vertu d'un arrêté du 19 février 1904. Le rejet était prononcé sur des arguments au fond et pour

des considérants étrangers à la question spéciale de recevabilité.

C'est encore une décision implicite, négative cette fois, que nous rencontrons, en 1905, avec l'affaire E..., assez analogue, sous ce rapport, à l'affaire A... jugée trois ans auparavant.

L'arrêt rendu dans cette affaire était ainsi conçu :

« Vu les observations présentées par le ministère des travaux publics, les dites observations, tendant au rejet de la requête comme non recevable, par les motifs que le Syndicat des négociants et propriétaires de la rue Réaumur ne constitue pas un syndicat, au sens légal, investi de la personnalité civile, et que le requérant ne justifie d'aucun intérêt direct et personnel comme propriétaire ou commerçant, et comme mal fondée...

« Sans qu'il soit besoin d'examiner si le sieur S... aurait qualité pour agir en justice au nom et comme président du Syndicat...

« Considérant que le sieur S... est commerçant et propriétaire de l'immeuble situé en bordure de la rue Réaumur, qu'il a un intérêt direct et personnel à demander l'annulation de l'arrêté attaqué, qu'ainsi sa requête est recevable, etc... »

La recevabilité de l'action syndicale, accessoirement admise, étant écartée de la discussion du point de droit, la solution de cette question était indifférente au succès du pourvoi.

Cet arrêt n'indique pas encore une orientation très ferme de la jurisprudence sous l'influence d'un principe de droit précis.

C'est en 1906 que se constitue la jurisprudence raison-

née du Conseil d'Etat : un arrêt du 21 décembre 1906, suivi à quelques jours d'intervalle par un autre également intéressant qui en constitue le fait fondamental.

Dans l'affaire jugée le 21 décembre 1906, il s'agissait d'un recours pour excès de pouvoir intenté contre l'arrêté d'un préfet par un syndicat de propriétaires. Les circonstances de fait, assez semblables à celles des espèces B... d'A... et autres, étaient les suivantes (1) :

La Compagnie des Tramways Electriques et Omnibus de la ville de Bordeaux possédait, parmi ses lignes, un tronçon intéressant spécialement le quartier de Tivoli.

Il y eut, en 1901, un remaniement de réseaux effectué aux termes d'une convention faite entre la ville et la Compagnie concessionnaire. Un décret du 19 avril 1901 régularisa cette convention. Mais, sous prétexte que le tracé de l'ancienne ligne n'était pas compris dans le nouveau réseau, la Compagnie annonça, en 1903, une modification du service, aux termes de laquelle cette ligne n'était plus exploitée par un service direct de bout en bout, reliant Tivoli au centre de la ville. Cela aboutissait à créer un transbordement entre une ligne nouvelle et le tronçon ancien, avec paiement d'un second billet pour effectuer le parcours intégral. La suppression, au dire de M. le Commissaire du Gouvernement Romieu dans ses conclusions, du parcours direct place de Richelieu-Tivoli provoqua beaucoup de protestations, et l'association des propriétaires et contribuables du quartier Croix-du-Segney-Tivoli adressa une réclamation au préfet, fondée sur ce que la Compagnie

(1) 21 décembre 1906, Syndicat des propriétaires et contribuables du quartier Croix-de-Segney-Tivoli à Bordeaux. Recueil 1906, LXXVI, n° 10.167, p. 961-970.

aurait ainsi violé les obligations de son cahier des charges, et tendant à ce que le préfet usât des pouvoirs qu'il tient de la loi du 11 juin 1880 (art. 21 et 39), pour obliger la Compagnie à rétablir le service indûment supprimé.

Le préfet n'opposait à la demande du Syndicat aucun motif d'opportunité ou de bonne administration. Il estimait seulement, par un arrêté du 16 novembre 1904, que depuis le remaniement des réseaux, en 1901, la Compagnie n'était plus tenue de desservir directement l'ancien tracé vers Tivoli et n'avait aucunement violé son cahier des charges en supprimant ce service.

Ce qui est fort intéressant, ce n'est pas la décision au fond rendue par le Conseil; mais c'est que le pourvoi soulevait précisément la question de recevabilité admise, présentée au nom d'une association de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le Syndicat des propriétaires du quartier Croix-de-Segney-Tivoli, conforme à la loi du 1^{er} juillet 1901, avait pour but la défense des intérêts de ce quartier, l'initiative des améliorations de voirie, d'assainissement et d'embellissement. Était-il recevable, en cette qualité, à déférer au Conseil d'Etat l'arrêté du Préfet? On opposait l'irrégularité de l'association, et, en tout cas, son irrecevabilité, étant donné qu'il se serait agi de l'intérêt individuel de ses membres et non d'un but et d'un intérêt collectif.

L'arrêt du Conseil était ainsi rédigé : « Sur la fin de non recevoir tirée de ce que le Syndicat requérant ne constituait pas une association capable d'ester en justice : — considérant que le Syndicat des propriétaires et contribuables du quartier de la Croix-de-Segney-Tivoli s'est constitué

en vue de pourvoir à la défense des intérêts du quartier, et d'y poursuivre toutes améliorations de voirie, d'assainissement et d'embellissement ; que ces objets sont au nombre de ceux qui peuvent donner lieu à la formation d'une association aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; qu'ainsi l'association requérante, qui s'est conformée aux prescriptions des articles 5, 8 et suivants de la loi du 1^{er} juillet 1901, a qualité pour ester en justice. » L'importance de cet arrêt ne saurait échapper à personne.

Peu de temps après, le 28 décembre 1906, un nouvel arrêt motivé déclarait irrecevable un recours formé par une Chambre syndicale de patrons.

Le Syndicat des patrons coiffeurs de Limoges avait adressé au Préfet de la Haute-Vienne une lettre signée du président et du secrétaire de la Chambre Syndicale, et demandant la dérogation à la loi du 13 juillet 1906 pour tous les patrons syndiqués : « La demande, disait M. Romieu, dans ses conclusions, était formulée en bloc, sans même prendre la peine d'indiquer le nom des intéressés : il en est de même de la requête au Conseil d'Etat contre la décision de refus du préfet ». Celui-ci, par un arrêté du 17 septembre 1906, rejeta la demande du Syndicat qui sollicitait l'autorisation de donner aux employés le repos du lundi.

L'arrêt du Conseil d'Etat, rejetant le pourvoi du Syndicat en annulation de l'arrêt du préfet, contient les motifs suivants :

« Considérant que si, aux termes du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906, l'autorisation accordée à un établissement doit être étendue à ceux

qui, dans la même ville, font le même genre d'affaires et s'adressent à la même clientèle, l'article 2 suppose nécessairement que la situation de tout établissement pour lequel l'autorisation est demandée fait l'objet d'un examen spécial de la part du préfet.

« Considérant, d'autre part, que, s'il appartient aux Syndicats professionnels de prendre, en leur propre nom, la défense des intérêts dont ils sont chargés, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers, sans y être autorisés par un mandat spécial ; que, par suite, le Syndicat requérant ne pouvait adresser de demande au préfet que comme mandataire de chacun de ses membres pour lesquels la dérogation était sollicitée ;

« Considérant que la demande collective présentée au préfet par le Syndicat, et qui, d'ailleurs, ne contenait l'indication, ni du nom des patrons coiffeurs pour lesquels elle était formée, ni du siège de leurs établissements, n'était accompagnée d'aucun mandat ; que, dans ces conditions, cette demande n'était pas régulière, et que dès lors la requête contre l'arrêté qui a refusé d'y faire droit doit être rejetée...

« Rejet. »

Un autre arrêt intéressant a été rendu dans l'affaire de l'*Union Congolaise* : « Considérant, dit cet arrêt, que s'il appartenait aux Syndicats professionnels de prendre en leur propre nom la défense des intérêts dont ils sont chargés aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial ; considérant que les concessions territoriales accordées par l'Etat au

Congo Français, constituent des contrats particuliers qui sont intervenus entre l'Etat et les divers concessionnaires, en dehors de toute participation de l'*Union Congolaise* ; qu'ainsi cette *Union* ne pourrait introduire, devant le Conseil d'Etat, une réclamation relative à une prétendue violation de ces contrats que comme mandataire de chacun des concessionnaires, ou de chacune des sociétés qui leur ont été substituées ; qu'elle ne justifie pas d'un tel mandat ; que, par suite, sa requête n'est pas recevable...

« Rejet. »

Comme on le voit, cet arrêt sanctionne, une fois de plus, la règle que « nul ne plaide par procureur ».

Ce principe se retrouve d'ailleurs dans toute la jurisprudence du Conseil d'Etat, au cours de ces dernières années. A ce point de vue, cette jurisprudence est restée, en ces derniers temps, absolument stationnaire. Mais elle s'est inspirée de conceptions hardies et progressives lorsqu'elle a envisagé le vaste mouvement des associations de fonctionnaires. Ce n'est pas, croyons-nous, faire une vaine digression que d'insister ici sur cette transformation jurisprudentielle, qui témoigne de l'importance toujours plus grande que la haute juridiction administrative, tout imprégnée d'idées nouvelles, accorde à l'action corporative. Cette étape a été franchie en 1907 et 1908 ; elle est particulièrement importante. Jusqu'alors le Conseil d'Etat exigeait des recours individuels ; ils pouvaient être dirigés en grand nombre et simultanément contre les mêmes actes ; mais ils devaient, du moins, porter la marque d'intérêts personnels et la signature d'individualités : « Les intérêts généraux ont des représentants investis d'un carac-

tère public, auxquels de simples particuliers n'ont pas le droit de se substituer » (1).

Comment cependant assurer la répression efficace des abus, si on exige toujours une initiative individuelle pour les signaler? Les fonctionnaires ne sont-ils pas, en bien des cas, arrêtés par la crainte des représailles de leurs chefs et le souci de leur carrière? N'est-ce pas aux associations professionnelles qu'il appartient essentiellement de défendre les intérêts corporatifs? Du jour où le Conseil d'Etat reconnut les droits éventuels à des collectivités d'agents, il devait être nécessairement conduit à sanctionner leurs recours et à valider la représentation juridique de ces droits par un groupement.

Cette reconnaissance fut d'abord annoncée dans des conclusions du Commissaire du Gouvernement, qui sans doute n'engageaient point le Haut Tribunal, mais qui, du moins, reflétaient son état d'esprit.

En 1907, en effet, des associations amicales se joignirent à des fonctionnaires isolés pour attaquer des nominations illégales dans un ministère.

Le Conseil d'Etat jugea les recours individuels sans se prononcer sur la recevabilité des pouvoirs des associations (2).

Mais, en 1908, il fut obligé de statuer expressément. Une amicale s'était seule présentée devant lui. Il n'hésita plus et décida qu'« une association de fonctionnaires, constituée conformément à la loi de 1901, est recevable à déférer pour excès de pouvoir une nomination faite en

(1) Lafferrière, *Traité de la Juridiction Administrative*, II, 437.

(2) Arrêts Prunguet, 15 février 1907 ; Brugnot, 6 décembre 1907.

violation des règlements organiques qui garantissent l'état de ces fonctionnaires » (1).

Sans doute, une association ne pouvait point, sans un mandat formel, exercer les actions individuelles de ses membres et, par exemple, attaquer une mesure disciplinaire qui viserait exclusivement l'un d'entre eux, car elle substituerait ainsi sa propre appréciation à celle du fonctionnaire lésé. Mais, par contre, « l'association, dorénavant, est absolument recevable à exercer les actions ayant un intérêt professionnel collectif et à attaquer l'acte lésant les intérêts que l'Association a pour but de défendre » (2).

C'est le droit corporatif que le Conseil d'Etat en est venu ainsi à proclamer. Il a définitivement sanctionné l'existence des associations professionnelles de fonctionnaires et la légitimité de leur action. C'est un progrès incontestable.

C) Jurisprudence des Cours et Tribunaux.

M. Planiol écrivait en 1903 : « Il s'est formé peu à peu, dans les juridictions inférieures, une tradition favorable, dans son ensemble, aux prétentions des syndicats » (3). Ce sont, en effet, les tribunaux qui ont, en notre matière,

(1) Arrêts du 11 décembre 1908, Association professionnelle des employés civils de l'administration du ministère des Colonies. Cf. les conclusions du commissaire du gouvernement, Tardieu.

(2) Association des médecins des asiles publics d'aliénés, 11 juin 1909. Association des fonctionnaires civils de la Marine, 10 décembre 1909.

(3) Note dans Dalloz, 1903, 2^e partie, p. 25.

adopté les premières solutions vraiment extensives, en matière d'action syndicale en justice. Certaines Cours d'appel ont aussi brusquement modifié leur jurisprudence en ces dix dernières années. Il est impossible de traduire ici, d'une façon complète, ces modifications de jurisprudence. Un certain nombre de décisions typiques nous permettront de nous rendre compte du chemin parcouru. Il serait fastidieux d'en multiplier la liste : nous nous bornerons à quelques citations pouvant servir de point de repère.

Il faut citer d'une façon toute spéciale un arrêt de la Cour d'Aix, du 26 janvier 1887, qui infirmait un jugement rendu par le Tribunal de Nice, en 1886, et par lequel un Syndicat de tissus, agissant en concurrence déloyale, s'était entendu déclarer recevable. Il s'appuyait sur le texte même de l'article 6 de la loi de 1884, et ne reconnaissait aux Syndicats que le droit d'agir pour la défense des attributs de leur personnalité juridique, c'est-à-dire leur état et leur patrimoine. Il ajoutait que leur action n'était pas recevable « parce qu'elle avait pour objet les droits individuels de leurs adhérents ; qu'il est de maxime en France que « nul ne plaide par procureur ».

On assimilait le Syndicat à une société commerciale ; il ne peut défendre que son existence, sa personne et son patrimoine.

Dans l'espèce, il n'était pas possible d'estimer le préjudice causé à tel ou tel membre du Syndicat pris individuellement, et pourtant la décision de la Cour d'Aix obligeait les syndiqués à intenter chacun une action individuelle. On opposait à l'action collective, beaucoup plus

simple, la règle de procédure « nul ne plaide par procureur ».

Le Tribunal d'Arras, le 13 juin 1888, rendit l'arrêt suivant, qui décidait : « ... que tout Syndicat doit avoir pour objet la défense des intérêts économiques généraux, communs à l'universalité des membres qui le composent ; qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux appartenant à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice par l'intermédiaire de son président, mais seulement pour la défense des intérêts communs ou collectifs en vue desquels il a été créé, d'où il suit qu'il est recevable dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association sans pouvoir profiter ou préjudicier à l'un ou l'autre de ses membres, à l'exclusion des autres ».

Citons ensuite un jugement du Tribunal de Troyes, du 31 janvier 1894 : « Attendu... que le Syndicat est chargé de protéger l'exercice légal de la pharmacie contre les empiètements, non-seulement des professions étrangères, mais aussi de ses propres membres ; qu'aux termes de l'art. 6 des statuts, le Syndicat est à la fois le mandataire individuel et collectif des sociétaires ; qu'il est donc bien fondé à intervenir dans l'instance, d'autant qu'on comprendrait difficilement qu'A... pût, dans sa qualité de sociétaire, puiser le droit de violer impunément les lois et règlements de sa profession, alors que, par le fait de son adhésion aux statuts sociaux, il a expressément chargé le Syndicat de veiller à leur observation ainsi qu'à la défense des intérêts professionnels.

La Cour de Dijon a rendu, le 23 juillet 1890, un arrêt très nettement progressif (1) :

« Considérant que si, par son article 6, la loi du 21 mars 1884 reconnaît aux Syndicats professionnels le droit d'ester en justice, c'est à la double condition que les Syndicats aient tout d'abord été constitués en vue de l'intérêt général de la profession ; 2° que les actions exercées par le Syndicat aient pour objet elles-mêmes la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique et non la défense des droits individuels de leurs adhérents ;

« Considérant que, s'il est incontestable que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux, pour la sauvegarde desquels un Syndicat professionnel d'ouvriers peut se constituer..., il est certain, toutefois, que le Syndicat ne peut, en son nom, exercer les droits et actions qui, à la suite d'une prétendue inexécution de cette convention, appartiennent individuellement et personnellement à une partie de ses adhérents ».

Un arrêt de la Cour de Bourges, du 1^{er} août 1894, rendu dans une affaire où des propriétaires et des concessionnaires d'eaux minérales s'étaient portés partie civile dans une affaire de fraude, déclare « que toute tromperie sur la nature de la chose vendue, toutes fraudes, tout acte illécite modifiant les conditions normales de la concurrence dans l'industrie des eaux minérales, cause un double préjudice aux autres exploitants : préjudice moral provenant de la déconsidération que de semblables pratiques jettent sur l'industrie ; préjudice matériel, résultant de l'infériorité

(1) Dalloz, 93, 1.241.

rité dans laquelle se trouvent les autres concurrents vis-à-vis de celui qui use, pour s'emparer de la clientèle ou la conserver, de moyens illicites, etc... »

La Cour de Nancy a admis de même, par un arrêt du 19 avril 1902, l'action d'un Syndicat poursuivant un marchand de vin, lequel usait de procédés de réclame compromettant le bon renom de la profession.

La Cour de Bordeaux, dans une affaire analogue, admettait que les manœuvres frauduleuses d'un marchand de vins portaient, aux intérêts du Syndicat, un préjudice qui justifiait son intervention.

Dans l'affaire assez connue des Poissonneries de la Somme, la Cour d'Amiens, à la date du 13 mai 1895, rendait un jugement ainsi motivé : « Considérant qu'il est allégué que tous les étangs des syndiqués sont contaminés par les eaux usinières ; considérant que ces étangs communiquent d'ailleurs entre eux, soit directement, soit indirectement, et que les germes morbides qui seraient apportés dans quelques-uns seulement se propageraient nécessairement dans tous les autres ; considérant que, dans ces conditions, il est manifeste que les deux mesures sollicitées ont pour objet un intérêt commun et collectif ; qu'elles n'ont d'autre but, en effet, que d'empêcher le dépeuplement des étangs dont les syndiqués auraient également à souffrir ».

Un arrêt, également intéressant, fut rendu par le Tribunal de Bayonne, le 6 juillet 1899 : « Attendu, au point de vue de la recevabilité de l'action de la partie civile, qu'il est de législation (art. 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884),

que ces pharmaciens font partie des professions qui peuvent se syndiquer et dont les syndicats ont qualité pour poursuivre, comme parties civiles, devant la juridiction répressive, la répression des infractions aux lois pénales sur l'exercice de la pharmacie, qui, au point de vue social, portent préjudice à l'intérêt supérieur de la Société et de la salubrité publique ; qui, à leur point de vue professionnel, portent atteinte au monopole que ces lois confèrent, dans cet intérêt social supérieur aux pharmaciens ».

D'autre part, un arrêt de la Cour de Paris, du 1^{er} mai 1903, déclarait : « Qu'en effet, à côté de son caractère technique, qui, dans l'intérêt de la Société, en a fait soumettre l'exercice à certaines conditions de capacité, la profession de pharmacien présente un caractère commercial, dont la jurisprudence tend à affirmer la prédominance sur le caractère scientifique ».

Le 16 avril 1906, le Tribunal correctionnel de la Seine décidait qu'on ne saurait prétendre que les Syndicats, personne morale, puissent avoir d'autres et plus amples droits d'action que toutes autres personnes morales ou naturelles ; qu'il résulte de ce principe que tout Syndicat peut introduire une action en justice lorsque la demande intéresse la généralité, la collectivité des membres qui constituent ce Syndicat.

Le 26 décembre 1906, la Cour d'Angers décidait que l'on ne saurait refuser le caractère d'action syndicale aux actions en justice qui, bien évidemment individuelles en tant qu'elles figurent dans les patrimoines particuliers des membres du Syndicat, présentent, en même temps, pour

la collectivité tout entière, un tel intérêt et une telle utilité, que leur exercice rentre bien, par là, dans la mission de défendre les intérêts généraux de la profession qui appartient aux Syndicats ».

Un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 27 mai 1907, reconnaissait également qu'un Syndicat de commerçants en vins a qualité pour demander la réparation du préjudice causé par une attaque diffamatoire contre le commerce des vins en général, dont il a le souci de conserver la réputation et la loyauté. Divers arrêts, du Tribunal de Bar-sur-Aube, du 9 juillet 1909, de la Cour de Bordeaux, du 11 mars 1909, de la Cour de Bordeaux, du 11 mars 1909, de la Cour de Nîmes, du 14 janvier 1909, ont admis qu'un Syndicat peut, au même titre qu'un particulier, se porter partie civile dans une poursuite correctionnelle ou criminelle, lorsqu'il justifie d'un intérêt direct et d'un préjudice possible. Cette thèse vient d'être à nouveau consacrée par un arrêt de la Cour de Paris du 20 mars 1911.

La jurisprudence de certains Tribunaux et de certaines Cours d'Appel a même fait un pas de plus vers l'interprétation extensive de la recevabilité syndicale. Nous nous bornerons à mentionner, à ce point de vue, deux décisions qui consacrent formellement le droit, pour les Syndicats, de collaborer à l'application des lois ouvrières.

La première est une décision du Tribunal de la Seine, du 12 novembre 1907. Il consacrait cette conception en admettant l'intervention, comme partie civile, du Syndicat des ouvriers du Métropolitain dans une poursuite correctionnelle pour infraction à la loi sur l'hygiène et à la

sécurité des travailleurs. Comme plusieurs procès-verbaux constataient que les monte-charges de plusieurs puits n'étaient pas munis du dispositif de fermeture automatique prescrit par l'article 11 du décret du 29 novembre 1904, un accident en étant résulté, le Tribunal condamna les entrepreneurs à 1 franc de dommages et intérêts envers le Syndicat.

La deuxième décision est un arrêt de la Cour de Paris, du 22 octobre 1910. Cet arrêt réforme en partie un jugement du Tribunal correctionnel d'Etampes, du 7 juillet 1909, qui avait condamné F... et les époux H... pour infractions aux lois réglementant le travail et pour obstruction à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail. Elle a prononcé, sur ces divers chefs, des amendes s'élevant à un total de 1.675 francs, et elle a maintenu la condamnation à un franc de dommages-intérêts en faveur du Syndicat national des ouvriers mécaniciens et similaires de France et des Colonies, partie civile, après avoir apprécié comme suit la recevabilité de l'intervention du Syndicat :

« Considérant que, d'une part, le délit d'obstruction à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur du travail porte une atteinte directe aux intérêts collectifs et généraux des syndiqués, puisqu'il nuit à l'action des Syndicats, en les privant d'un moyen de faire appliquer la loi et de constater les infractions commises, et que si, en l'espèce, il s'agit d'un préjudice moral, ce préjudice est certain et d'une constante actualité : que, d'autre part, le fait d'astreindre des ouvriers à travailler un nombre d'heures supérieur au maximum prévu par la loi a pour

effet d'amener, par la concurrence d'un plus grand nombre d'ouvriers non employés, la perturbation dans le prix normal de la main-d'œuvre ; qu'il y a donc là un préjudice matériel pour le Syndicat et d'une constante actualité.

« Considérant que, dans de telles conditions, on ne saurait contester au Syndicat national des mécaniciens de France le droit d'intervenir en qualité de partie civile au débat... »

D) Les leçons de la Jurisprudence.

C'est à dessein que nous avons employé, dans notre exposé jurisprudentiel, l'ordre chronologique. Il permet à la fois de mesurer le chemin parcouru depuis les premiers arrêts rendus en application de la loi de 1884, et de saisir les procédés empiriques d'une jurisprudence qui n'est pas encore élayée sur un principe clair et précis, qui est encore asservie à des formules trop générales, qui se fait tantôt progressive, tantôt régressive, sans qu'on sache exactement pourquoi, et dont le détail étonne et déconcerte trop souvent. A tel point que des juristes avisés, comme M. Planiol ou M. Marcel Nast, ont tiré d'arrêts apparemment explicites des conclusions que de nouveaux arrêts ne tardèrent pas à montrer prématurées. C'est ainsi que M. Planiol, sous l'arrêt du 27 juillet 1907 (D., 07, 1.129), écrivait, que le droit des actions collectives est désormais illimité, et que M. Nast, sous un arrêt du 19 juin 1908 (S., 1910, 1.57) donnait, de la notion d'intérêt collectif, une interprétation que plusieurs arrêts pos-

térieurs ont démontré n'être pas celle de la Cour de Cassation. (Voir plus haut.)

Comme le faisait remarquer M. Lorin, dans son rapport à l'*Association française pour la protection légale des travailleurs*, la tendance individualiste et la tendance sociale allant, l'une vers l'abstraction, l'autre vers la réalité, se juxtaposent parfois dans les considérants d'un même article. Le Conseil d'Etat lui-même, d'ordinaire si progressif qu'il a su donner à sa jurisprudence une continuité logique, ne s'est pas encore affranchi des vieilles formes juridiques auxquelles il faudra bien pourtant que, tôt ou tard, on renonce, sous peine d'adapter arbitrairement le *droit collectif* qui se crée. Mais, livrée à ses seules forces, la jurisprudence s'obstinera vraisemblablement encore longtemps sur des positions intenable. Les tendances qui la dominent sont si foncièrement réfractaires aux idées nouvelles qu'on l'a vue, en certaines matières spéciales, maintenir ses positions acquises après les lois de 1907 et de 1908, annulant ainsi, pour ainsi dire, deux textes pourtant explicites.

Ce qu'on peut dire de plus précis et de plus concis sur l'état actuel de la jurisprudence a été dit dans une note des *Pandectes* (1) de M. Chesney :

« En premier lieu, les syndicats professionnels peuvent ester en justice dans tous les cas où il est porté atteinte à leur personnalité juridique, à leur patrimoine corporatif, aux intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, alors que les droits individuels ou collectifs de

(1) 1906, 1, 226.

leurs membres ou de quelques-uns d'entre eux ne sont liés en aucune façon.

« En second lieu, l'action des Syndicats est également recevable — mais cela est encore contesté — lorsqu'elle est justifiée à la fois par la défense des intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, des intérêts corporatifs et par les intérêts particuliers de l'ensemble de leurs membres ou d'un certain nombre d'entre eux.

« En troisième lieu, les Syndicats professionnels n'ont pas qualité pour soutenir devant les Tribunaux les droits privés d'un ou de plusieurs de leurs membres ».

Et M. Henri Lorin (1) précisait ainsi, au point de vue des Syndicats ouvriers, les tendances de cette jurisprudence :

« Elle reconnaît dans la limitation du temps de travail et la réglementation du taux des salaires des questions qui justifient l'action des Syndicats en justice.

« Elle admet la recevabilité des Syndicats quand leur action a pour but la défense d'un droit né d'un contrat collectif auquel le Syndicat a été partie.

« Elle l'admet pour la défense d'un intérêt moral et pour une coopération à la répression d'une infraction, plutôt que pour la réparation d'un préjudice matériel ».

Autant vaut dire que la jurisprudence, — surtout celle des tribunaux judiciaires — n'ayant pas encore condensé, en une formule précise et compréhensive, sa notion de l'intérêt général ou collectif de la collectivité, en est encore, malgré quelques efforts, à une période d'incertitude dont elle ne sortira, nous en avons la conviction,

(1) Loc. cit., p. 62

que si un texte précis vient déterminer les conditions de recevabilité de l'action en justice. L'étude des lois extensives du droit d'action en Justice des Syndicats professionnels corrobore pleinement cette conclusion.

CHAPITRE III

Les Controverses Doctrinales.

Il nous reste maintenant à exposer les controverses doctrinales qu'a suscitées la question de la recevabilité de l'action syndicale.

Nous envisagerons successivement les principales théories qui ont été émises, en les classant en trois catégories : *théories restrictives*, *théories extensives*, *théories intermédiaires*. C'est, croyons-nous, le meilleur moyen de rendre facilement intelligibles des théories assez subtiles, à travers lesquelles il est aisé de s'égarer. Cet exposé objectif nous dispensera de justifier longuement la formule que nous serons amené à proposer.

I. *Théories restrictives*. — M. Planiol est le représentant le plus autorisé de ces théories.

D'après lui (1), « Aucune difficulté n'existe pour les actions qui naissent au profit du syndicat considéré

(1) V. notes D, 95, 2.559 ; 98, 2.229 ; D, 03, 2.25 ; D, 09, 1.129 ; 07, 2.32.

comme formant une personne distincte de celle de ses membres », parce que, « *l'action étant née au profit d'un patrimoine collectif, personne n'aurait qualité pour l'exercer en dehors des représentants légaux de la collectivité. Mais il pense que l'exercice de l'action syndicale dans l'intérêt professionnel marque la substitution, dans les instances en justice, de l'action collective à l'action individuelle* ».

« Or, il n'y a pas plus de raisons pour que le procès individuel soit soutenu par l'association, qu'il n'y en aurait pour que le procès de l'association fût à la charge et au péril d'un seul de ses membres ».

« L'art. 6 de la loi de 1884 confère aux syndicats le droit d'ester en justice, comme le font toutes les lois qui confèrent la personnalité morale à quelque catégorie d'association » — « C'est une clause de style dans la rédaction des lois où il est parlé de personnes morales, et c'est un des caractères auxquels on reconnaît la personnalité fictive d'une association ».

D'autre part, l'art. 3 a entendu « charger les syndicats de certaines missions pour lesquelles les particuliers sont mal préparés, par exemple : pour solliciter des pouvoirs publics des mesures nouvelles, des lois douanières, des facilités de transport, des réglementations spéciales, etc... Mais on n'avait nul besoin de créer l'institution syndicale pour lui faire prendre en main des actions individuelles, déjà ouvertes aux particuliers, et que ceux-ci suffisent à défendre eux-mêmes par les voies ordinaires. Le *Syndicat est un instrument d'action collective sur le terrain économique; il ne peut pas et ne doit pas devenir une arme de procédure qui, le plus souvent, romprait l'égalité entre les plaideurs* ».

M. Planiol distingue l'intérêt général et l'intérêt individuel.

Seulement il ne conçoit pas que les intérêts généraux, de nature économique, puissent être défendus devant la justice ; il veut bien que les syndicats les défendent partout ailleurs, mais pas là.

Quant aux droits individuels, l'individu suffit à les défendre, et la règle « nul ne plaide par procureur » s'oppose à l'intervention du Syndicat.

D'ailleurs, la jurisprudence aurait fait un singulier abus de la notion d'intérêt collectif. Elle aurait admis, sous le nom d'intérêt collectif, ce qui est en réalité l'intérêt individuel, le dommage éprouvé par chaque syndiqué.

La jurisprudence fait de l'intérêt collectif la somme des intérêts individuels. C'est inexact, dit M. Planiol, le caractère syndical de l'action ou de la lésion ne peut être une question de nombre.

« On avait une ressource, c'était de faire exercer l'action en dommages-intérêts simultanément et conjointement par les intéressés, mais individuellement, car faire plaider le Syndicat, c'est faire plaider « par procureur ».

L'action en justice ne peut être exercée que par celui à qui elle appartient, ou par un mandataire conventionnel ou légal. Or, le Syndicat n'est pas mandataire.

L'action en justice ne lui a été donnée que pour défendre son patrimoine. « Le droit de plaider est la suite de la garantie du droit de posséder, rien de plus ».

« La liberté d'association, écrivait-il en 1905, qui existe déjà en France pour certaines professions, et qui sera peut-être un jour plus largement accordée par la loi, ne consiste pas à faire faire par une collectivité les affaires

des individus. A chacun sa liberté, à chacun ses actions. Chaque patrimoine collectif ou individuel a son existence propre et peut devenir une source de procès ; mais il n'y a pas plus de raison pour que le procès individuel soit soutenu par l'association qu'il n'y en aurait pour que le procès de l'association fût mis à la charge et au péril d'un seul de ses membres ».

La théorie restrictive a d'autres défenseurs. Dans une note de Sirey (1), M. Beauchet écrivait, en 1908 : « On a manifestement abusé des mots « intérêts collectifs, collectivités » pour faire considérer comme syndicales, du moins quant à leur exercice, des actions en justice qui sont évidemment et nécessairement individuelles, attendu qu'elles figurent dans le patrimoine personnel des différentes personnes faisant partie du Syndicat. Quand ce n'est pas le Syndicat qui a souffert un préjudice dans sa personne ou dans son patrimoine, et que ce sont au contraire des particuliers distincts de lui et distincts les uns des autres, ce sont eux qui seuls peuvent exercer l'action en justice ». De même, quand il ne s'agit pas de l'intérêt général et professionnel du Syndicat, et que les divers membres du Syndicat se prétendent lésés dans leur patrimoine, ce sont ces membres qui doivent personnellement agir en justice, conjointement c'est possible, mais non pas par une action exercée par le Syndicat ».

II. *Théories intermédiaires.* — D'après M. Roux (2), les Syndicats peuvent ester en justice, en vertu d'un mandat

(1) S. 1908, 1, 97.

(2) Note sous Cass., 27 juillet 07. S. 08, 1, 105

légal, pour exercer collectivement les droits, qui appartiennent à leurs membres et que ceux-ci n'auraient pu exercer individuellement. « Se basant sur ce que rien n'était plus fréquent, avant 1884, que le mandat exprès donné par les individus à l'un d'eux en vue de poursuivre la réparation des délits lésant soit un groupe, soit une collectivité, M. Roux pense que le législateur a voulu élargir ces solutions particulières. En tout cas, la généralité des termes de l'article 7 lui paraît autoriser cette attribution. Et, partant de là, M. Roux donne comme base au droit des syndicats d'ester en justice, le droit individuel des syndiqués dont le syndicat est le porte-parole « et dont l'exercice, par une dérogation remarquable, mais non inconcevable au principe que nul en France ne plaide par procureur, lui a été confié afin de fortifier et de renforcer des poursuites ». Mais les Syndicats n'ont pas le droit d'ester en justice lorsque ce droit n'appartient pas individuellement aux intéressés. L'intérêt moral est un non-sens, car en se réunissant, en se groupant, les commerçants, industriels ou agriculteurs, n'ont pu apporter que ce qu'ils avaient. Le droit individuel reste ainsi le *subtractum* nécessaire de l'action intentée par le Syndicat.

M. Romieu (1) part d'une distinction entre l'action syndicale et celle « que le Syndicat exerce, en son nom propre, comme personne civile chargée de la défense des intérêts collectifs (c'est-à-dire concernant la corporation dans son ensemble) dont il a la garde, et tendant soit à l'annulation d'un acte qui lèse ces intérêts, soit à une condamnation pécuniaire en raison du préjudice collectif qu'ils

(1) Voir ses conclusions sous C. Etat, 28 déc. 1906, D. 1907, 3, 13.

ont souffert », et l'action individuelle qui tend à obtenir un avantage déterminé au profit d'un membre du syndicat nominativement désigné.

Or l'action individuelle ne peut être exercée que par l'individu intéressé, agissant lui-même ou par mandataire ; elle ne peut être intentée par le syndicat, prétendant exercer d'office, en son nom, l'action syndicale, dans l'intérêt de ses membres. Et ici M. Romieu ajoute : « Si l'action syndicale n'est pas dans ce cas recevable, ce n'est nullement que le Syndicat n'ait pas intérêt à la solution du litige concernant tel ou tel de ses membres (il y aura très souvent un intérêt très sérieux d'ordre professionnel engagé qui justifiera surabondamment son *intervention*), c'est que l'action directe du Syndicat se trouvera empêchée par l'action du principe « nul ne plaide par procureur ».

M. Romieu admet d'ailleurs que le Syndicat peut être choisi comme mandataire, et que son mandat pourra même être considéré comme implicite d'après les circonstances de l'affaire.

En matière administrative, M. Romieu distingue en conséquence deux hypothèses qui éclairent bien sa pensée générale : ou bien il s'agit de demandes d'indemnités formées par un Syndicat pour chacun de ses membres, et le Syndicat est irrecevable ; ou il s'agit de recours pour excès de pouvoir, et alors, si le recours tend à faire tomber un *acte positif* individuel ou collectif qui lèse les intérêts généraux de l'association, le Syndicat est recevable ; mais si le recours tend à faire tomber un acte négatif, une nouvelle distinction s'impose. L'acte refusé est-il un acte collectif ou présente-t-il un caractère individuel stric-

tement nominatif ? Suivant la réponse, le recours est recevable ou irrecevable.

III. *Théories extensives*. — Il convient, croyons-nous, d'envisager tout d'abord, sous cette rubrique, la doctrine soutenue par M. Hauriou, et qui a été par lui nettement exprimée dans plusieurs notes de Sirey, et particulièrement dans une note sous un arrêt du Conseil d'Etat du 29 juin 1900 (1). Le Conseil avait dit, dans les motifs de son arrêt, « que les Syndicats professionnels peuvent ester en justice dans le cas où les actes qui rentrent dans l'exercice de leur mission donneraient lieu à des contestations ».

Cette expression apparaît à M. Hauriou comme ingénieuse et heureuse. « Le droit, dit-il, est tout entier pour régler des activités : que l'intérêt à ester en justice soit essentiellement l'intérêt que l'on a à écarter des obstacles qui se dressent devant l'activité, cela n'a rien que de très satisfaisant pour l'esprit en thèse générale. Seulement, quand il s'agit de Syndicats professionnels, la difficulté est de savoir où commence et où finit la sphère de leur activité. La formule du Conseil d'Etat nous procure un élément de définition : « Ce qui mesure l'activité des Syndicats professionnels, c'est l'exercice de leur mission ». Mais quelle est la mission professionnelle des Syndicats ? M. Hauriou s'essaie à la définir avec une subtilité que nous nous efforcerons de rendre le mieux possible.

La mission des Syndicats professionnels pourrait être entendue de deux façons : Les Syndicats, en tant que

(1) Sirey, 1903, 3, 1.

personnes morales ou corporatives, peuvent faire pour leur compte certains actes, gérer certains services, acquérir certains biens. D'autre part, ils ont une mission dans laquelle ils n'agissent pas pour leur propre compte : c'est la défense des intérêts professionnels de leurs membres. Il y a donc une mission corporative et une mission professionnelle des Syndicats qui ne se confondront que le jour où la capacité civile des Syndicats sera à ce point élargie qu'ils pourront accomplir, pour leur propre compte et au bénéfice de la caisse syndicale, tous les actes de la profession. Le Syndicat professionnel a le droit d'ester en justice, tant pour défendre ses propres actes de personne morale que pour défendre les actes professionnels des syndiqués, ce qui est sa *spécialité fonctionnelle*. Telle est sa « mission », mais celle-ci ne comprend que les intérêts qui se traduisent en des actes de la profession. Qui dit Syndicat, dit activité professionnelle. C'est pourquoi M. Hauriou se réjouit qu'à la formule du législateur, hypnotisé par le point de vue économique, et envisageant tout du point de vue des intérêts professionnels, le juge, obligé de se placer au point de vue de la technique juridique, ait substitué le critérium de l'activité, dont la fécondité n'échappe pas si l'on considère que l'intérêt n'est qu'une possibilité d'action.

M. Jay, au cours d'une discussion à l'Association française pour la protection légale des travailleurs, s'exprimait en ces termes :

« Je crois que, dès à présent, un simple intérêt moral devrait permettre à un syndicat d'intervenir : c'est la règle générale, et tous les juristes qui sont ici, adhéreront, je crois, à ma manière de dire. C'est la règle générale

qu'un intérêt moral, — je vois M. Capitant faire un signe d'assentiment qui m'est précieux —, qu'un intérêt moral vaut un intérêt pécuniaire. Mais j'ajoute qu'à mon avis, il n'y a pas seulement un intérêt moral en jeu. Un syndicat intervient contre un patron qui, au mépris de la loi de 1900, impose à ses ouvriers une durée de travail supérieure à 10 heures. Croyez-vous véritablement qu'il n'y ait à son action qu'un intérêt moral? J'y aperçois, moi, un intérêt matériel, le plus direct, le plus considérable des intérêts matériels. Le mauvais exemple est contagieux et aucun mauvais exemple n'est plus contagieux que celui des infractions à la législation protectrice des travailleurs. Il est certain que la loi, violée par un industriel, sera plus facilement violée par son voisin, et que, violée par deux ou trois, elle risquerait de n'être plus du tout appliquée.

« Toute violation de la loi diminue la valeur pratique de cette loi pour les ouvriers. Je l'ai, à plusieurs reprises, affirmé en des endroits divers, et quelquefois avec un succès des plus médiocres. M. Fagniot le sait mieux que personne, qu'à mon sens le Droit actuel autorisait l'action syndicale dans des cas de ce genre ».

La thèse soutenue par M. Escarra mérite un exposé minutieux :

La base de la théorie de M. Escarra est une distinction entre le droit et l'intérêt. Un exemple en fait immédiatement saisir toute la portée. Supposons un Syndicat d'instituteurs reconnu juridiquement.

Un instituteur, membre du Syndicat, vient à être révoqué par l'autorité supérieure. Le Syndicat intente, de ce chef, un recours pour excès de pouvoir contre cette autorité. Sous réserve de l'appréciation des juges, quant au

fond, nous estimons ce Syndicat pleinement recevable à agir, parce qu'il défend, outre son « intérêt collectif », un simple intérêt individuel. Supposons ensuite que le Syndicat intente, au civil, une demande en dommages-intérêts au profit de l'instituteur dont, par hypothèse, il a fait constater, devant le juge administratif, la révocation illégale. L'application de notre formule, dit M. Escarra, conduit à le déclarer irrecevable, parce qu'il défend ce qui est un droit strictement individuel, c'est-à-dire ce qui existe dans un seul patrimoine, et qui ne peut se résoudre en dommages-intérêts qu'au profit d'une seule personne, ce qui, en définitive, ne présente aucun « intérêt collectif » pour le Syndicat, mais dépasse les limites du simple intérêt pour le membre lésé.

Et il aboutit à la formule suivante :

« L'action syndicale est recevable, quand elle est basée sur un droit syndical, un intérêt syndical ou un intérêt individuel ; elle est irrecevable quand elle est basée sur un droit individuel. »

Cette formule suppose, pour son fonctionnement normal, le rejet des idées courantes sur la personnalité morale et la représentation en justice. Mais M. Escarra ne croit pas qu'elle soit incompatible avec l'état actuel de notre droit, et qu'elle ne pouvait y produire aucun résultat. « Ce serait un travail stérile, même au point de vue théorique, que de proposer un critérium de recevabilité qui ne fût pas immédiatement applicable ». Dans sa pensée, la recherche d'une pareille formule est une œuvre de transition, destinée à attendre le moment où la législation consacrera une « syndicalisation » illimitée, combinée avec les quelques textes qui commencent à inaugurer

ce mouvement ; elle doit servir à placer la recevabilité sur un terrain aussi juridique que possible, de façon à reconnaître, dès aujourd'hui, un maximum de recevabilité au profit des Syndicats et groupements analogues.

M. Escarra légitime cette formule par quelques considérations sur l'histoire de la notion d'intérêt. Ce n'est que dans une période assez avancée de la civilisation juridique que l'on est arrivé à comprendre qu'il pouvait y avoir une sanction sociale pour l'intérêt lui-même, à côté du droit. Il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de donner, en cette matière, des dates précises. On a dû tenir compte, en première ligne, d'intérêts matériels facilement évaluables en argent ; puis, l'intérêt moral lui-même n'a pas tardé de prendre une place importante dans la vie juridique. On peut voir la sanction d'un intérêt, bien plus que celle d'un droit, dans la disposition qui attribuait au père le retour de la dot de la fille mariée, décédée sans enfants. On a vu, plus récemment, évaluer des intérêts qui ne pouvaient être que des manifestations des sentiments les plus intimes : en matière de rupture de fiançailles, par exemple.

L'idée d'intérêt a pris, par la suite, une importance croissante avec le développement d'institutions créées pour la mettre en valeur.

L'association est bien plus la résultante d'intérêts que celle de droits. Que peut défendre un Syndicat, une association quelconque ? Que peut défendre la Société protectrice des animaux par exemple ? Que peut défendre le Club-Alpin ou toute autre association ? Des intérêts, rien de plus.

L'association est surtout un faisceau d'intérêts communs,

tandis que la société serait plutôt une assemblée de droits. Ce phénomène d'association a eu un rôle prépondérant dans l'évolution de la notion d'intérêt. Puisque celle-ci était le véritable fondement juridique, la raison même de l'association, il a fallu lui donner les moyens de la faire valoir.

De là vient, par exemple, qu'avec la création des syndicats professionnels, on a vu se former toute une jurisprudence sur « l'intérêt collectif », jurisprudence critiquable, à notre avis, mais qui, cependant, est basée en partie sur la reconnaissance du simple intérêt.

C'est donc en considérant le développement intense qu'a pu prendre la notion d'intérêt dans le domaine de la jurisprudence administrative, que M. Escarra a été amené à transporter cette notion dans le problème de la recevabilité des recours syndicaux.

Mais elle n'est pas restreinte à la formule du recours pour excès de pouvoir. Elle tend à déborder de ce cadre à mesure que se développe l'ensemble des intérêts défendus par l'association.

« Chaque jour voit un progrès de plus en ce sens. Il y a l'intérêt des individus à jouir d'un service public ; il y a celui des grimpeurs à aménager l'accès des massifs de montagnes ; il y a celui des automobilistes à obtenir des routes adéquates à leur mode de locomotion ; il y a ceux, plus graves, de la Société à se défendre, par la répression, des infractions à la loi pénale et des atteintes de toutes sortes portées au patrimoine social, qu'il s'agisse de la protection des animaux, ou de celle des forêts et des paysages. Et il faudrait citer les intérêts artistiques de toute sorte, et aussi les intérêts juridiques, économiques,

politiques, etc... Les syndicats ont pour mission, précisément, de défendre ces derniers, et, comme toutes les associations qui ont dans leur patrimoine beaucoup plus d'intérêts moraux que de droits matériels, ils réclament une formule de recevabilité qui convienne à leur mission. »

IV. *A la recherche d'une formule nouvelle.* — Nous ne ferons pas de ces théories, la critique toute scolastique qu'on en a fait maintes fois. La théorie de M. Planiol est un tout parfaitement logique, basée sur des règles de droit solides, à laquelle on ne peut reprocher qu'une chose, c'est de ne pas comprendre ce qu'il y a de nouveau dans le fait syndical et ce qu'il doit y avoir de nouveau dans le droit correspondant. Les thèses de MM. Roux et Romieu représentent un effort intéressant en vue d'adapter ce fait nouveau au droit traditionnel, et leurs auteurs sont amenés à certaines formules fort acceptables pour les partisans des théories les plus extensives. Enfin, si la thèse de M. Escarra part d'une distinction juridiquement inacceptable, à quelque opinion qu'on se range, si la théorie de M. Hauriou indique bien plus une orientation qu'elle n'implique une formule, la théorie fort précise de M. Jay, que nous faisons nôtre, peut donc aboutir, en définitive, à la formule suivante, qui synthétise des éléments épars dans des théories orientées; en somme, vers une même direction :

« *Le syndicat a le droit d'agir en justice en vertu de sa seule institution, parce qu'il est la résultante, sous forme d'intérêt collectif, de ceux des intérêts particuliers qui sont des intérêts professionnels, et que sa mission propre est la défense de ces intérêts communs.* »

Remarquons tout de suite, pour éviter toute équivoque, que cette formule résout d'elle-même toutes les difficultés relatives à la « règle », si souvent invoquée contre la recevabilité des actions syndicales, que « nul ne plaide par procureur ».

Certes, il serait possible d'établir une discussion sur cette règle elle-même, que M. Escarra qualifie de surannée, que M. Jay déclare dénuée de tout sens, que M. Louis Crémieu (1) déclare irrationnelle, et dont on pourrait contester l'existence même, car, d'une part, elle n'est écrite dans aucun article de notre code de Procédure civile, et, d'autre part, on ne peut, pour prouver sa survivance, invoquer la tradition, puisque le Code de procédure (art. 1041) déclare que « toutes les lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile sont abrogés », et qu'elle est d'ailleurs en contradiction avec les principes généraux du droit en matière de mandat.

Mais notre formule a cet avantage d'impliquer une fin de non-recevoir à toutes les objections que l'on pourrait tirer de cette règle, car le syndicat ne plaide pas par procureur. Il plaide pour lui-même, comme le dit excellemment M. Tournassus (2) : « c'est une collectivité organisée qui fait valoir ses droits selon la tendance que l'on a, de nos jours, à se réunir et à agir collectivement. Ses droits sont à la fois ceux des syndiqués et ceux de la collectivité, lesquels sont quelque chose de supérieur et de différent ».

La personnalité morale du syndicat n'a de sens accep-

(1) *L'action civile exercée sous la forme collective*, p. 15.

(2) Thèse précitée, p. 157.

table que si l'on considère celui-ci comme une *individuation de la profession*. Il a, sur le terrain professionnel, une mission analogue à celle qu'a, sur un terrain infiniment plus vaste, la collectivité nationale personnifiée par l'Etat. Il a, vis-à-vis des individus, des intérêts *d'ordre professionnel*, comme l'Etat a, vis-à-vis des individus, des intérêts *d'ordre social*. M. Lorin, développant cette idée, l'exprimait en des termes qui ne diffèrent guère de ceux employés par M. Jay dans le passage que nous avons cité plus haut : « La moindre infraction, en même temps qu'elle cause un préjudice à ceux à l'encontre de qui elle est commise, constitue un dol moral à l'égard de tous les salariés. Par la répression qu'elle provoque, par les imitations qu'elle suscite, elle est une menace de caducité pour l'ensemble de la législation protectrice des travailleurs. Mais, entre les ressortissants d'une même catégorie professionnelle, le dommage moral qui résulte d'une telle infraction a une gravité spéciale et est susceptible d'avoir des retentissements d'ordre matériel ».

Il n'y a pas seulement solidarité entre les intérêts individuels professionnels des syndiqués et l'intérêt collectif du Syndicat. Il y a entre les uns et les autres rapport de résultantes à composantes. L'intérêt collectif est composé de ceux des intérêts particuliers qui sont des intérêts professionnels. *Il n'est autre que l'ensemble des intérêts communs*. Il est donc parfaitement logique que le syndicat, gardien de l'intérêt commun, de l'intérêt collectif, de l'intérêt professionnel, — ces expressions sont synonymes — puisse agir en justice pour la défense de tous les droits individuels ou généraux de ses membres dérivant de l'exercice de leur profession.

CHAPITRE IV

Les Lois spéciales extensives du droit d'action en Justice des Syndicats professionnels.

Les groupements professionnels sont intéressés à réprimer les pratiques qui sont de nature à discréditer l'ensemble des producteurs ou des intermédiaires qu'ils représentent. Sous l'ancien régime, le soin de veiller à ces intérêts professionnels était confié aux représentants des maîtres élus en corporations, aux jurés. Il y avait aussi des règlements qui prescrivaient de n'employer que de bonnes matières, loyales et marchandes. C'était, il faut l'avouer, un avantage sérieux, et l'avocat général Séguier ne manqua pas de le faire valoir, dans ses remontrances sur l'édit de 1776 supprimant les jurandes et les maîtrises.

« La loi, disait-il, a érigé des corps de communauté, a créé des jurandes, a établi des règlements, parce que l'indépendance est un vice dans la constitution politique, parce que l'homme est toujours tenté d'abuser de la

liberté. La loi a voulu prévenir les fraudes en tout genre et remédier à tous les abus. La loi veille également sur l'intérêt de celui qui vend et sur l'intérêt de celui qui achète ; elle entretient une confiance réciproque entre l'un et l'autre... » (1)

En face des incertitudes de la jurisprudence, une législation encore embryonnaire a formellement consacré, pour nos syndicats, le droit de concourir, en certaines matières, à la répression des infractions professionnelles.

A) Loi du 30 novembre 1892.

La première en date de ces lois est celle du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine.

Jusqu'à cette date, ce fut, on le sait, une question très controversée, que celle de savoir si les médecins pouvaient profiter des avantages de la loi du 21 mars 1884 et se grouper en syndicats pour la défense de leurs intérêts professionnels ; la Cour de Cassation, par un arrêt du 17 juin 1885 (D. 86, 1, 137), se prononça dans le sens de la négative.

Dans cette période, la jurisprudence admettait, toutefois, que les médecins avaient qualité, soit individuellement, soit collectivement (*en ce dernier cas, chacun d'eux devait figurer en nom dans la procédure*), pour citer devant le tribunal répressif (afin d'obtenir des dommages et intérêts et, surtout, pour provoquer la mise en mouvement de l'ac-

(1) Cité par Esmein, *Cours d'Histoire du droit*, 4^e édition, p. 693.

tion publique) contre ceux qui se livraient à l'exercice illégal de la médecine (Aix, 19 mars 1861 ; D. 61, 2, 208 ; Amiens, 16 janvier 1863, D. 63, 5, 30).

L'art. 2 de la loi de 1892 stipule que les médecins, chirurgiens, dentistes, sages-femmes, jouiront à l'avenir « du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels, à l'égard de toutes personnes autres que l'Etat, les départements et les communes ».

Le législateur alla même plus loin, malgré les objections qui furent présentées sur ce point, au Sénat, dans la séance du 5 avril 1892 (*J. Off.* du 6 avril, p. 385 et suiv.) et le texte ci-après, qui forme l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892, fut adopté :

« En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire, ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'article 13 pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe, donnée dans les termes de l'article 182 du Code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public ».

Des divergences d'appréciation se sont produites en doctrine sur la signification de l'article ci-dessus (Cf. Roland, *Les médecins et la loi du 30 novembre 1892*, n° 247 ; Lecho-pié et Floquet, *La Nouvelle législation médicale*, p. 173 ; Paton, *Manuel juridique des médecins*, n° 60).

Les uns estiment que, pour triompher dans son action, le syndicat intervenant doit toujours justifier d'un préju-

dice subi ; les autres considèrent qu'il faut distinguer deux hypothèses :

1° Celle où le Syndicat réclame des réparations civiles, auquel cas il est obligé de faire la preuve du dommage éprouvé par lui ;

2° Celle où il se contente d'agir correctionnellement en vue de l'application de la loi pénale, auquel cas il n'a besoin de justifier d'aucun intérêt lésé et trouve qualité pour intervenir dans le texte même de l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892.

La question ne s'est pas trouvée posée avec précision devant la jurisprudence (Comp. Trib. de la Seine, 25 mai 1895, D. 96, 2.189 ; Montbéliard, 30 janvier 1896, D. 96, 2.168 précités). Pour nous, nous estimons que l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892 ne peut avoir d'autre objet que de conférer aux groupements visés par lui le droit de poursuite directe, sans qu'il y ait lieu de demander, dans chaque espèce, la justification du préjudice subi.

B) La loi du 11 juillet 1906.

La loi du 11 juillet 1906 a pour objet spécial la défense de certains produits français (conserves de sardines, de légumes et de prunes) contre la concurrence frauduleuse de produits similaires venant de l'étranger.

Au moment où ce texte fut élaboré, l'industrie sardinière subissait, dans notre pays, une crise redoutable qui était due en partie à la fraude. Pour venir en aide aux 40.000 familles qui vivent en France de l'industrie en

question, M. Le Bail, député, avait déposé, le 14 janvier 1904, une proposition de loi tendant à la répression de cette fraude ; deux autres propositions furent présentées sur le même sujet en 1904 et en 1905 ; de ces initiatives diverses naquit la formule qui a été adoptée par la Chambre, le 6 avril 1906, et par le Sénat, le 19 juin de la même année. L'article 1^{er} spécifie notamment que « l'indication du pays d'origine devra être inscrite sur chaque récipient contenant les marchandises... en caractères bien apparents... »

L'article 3 punit de cent à deux mille francs :

1^o Ceux qui auront introduit en France, mis en dépôt ou fait circuler en transit des conserves de sardines, de légumes ou de prunes d'origine étrangère, en violation des prescriptions des articles qui précèdent, ou qui, par un procédé quelconque, auront fait disparaître ou dissimulé l'indication de provenance ;

2^o Ceux qui, sur les récipients contenant des conserves de sardines, de légumes ou de prunes étrangères, auront apposé ou fait apparaître par altération ou substitution des étiquettes ou mentions de nature à faire passer ces produits pour français ;

3^o Ceux qui auront placé des conserves de sardines, de légumes ou de prunes d'origine étrangère dans des récipients portant un nom de localité de fabrication française, ou des indications tendant à faire croire à l'origine française du produit ;

4^o Ceux qui sciemment auront vendu, mis en vente ou détenu, dans un but commercial ou industriel, lesdits produits étrangers sous le nom et l'apparence de produits

français, ou auront trompé l'acheteur sur la nature et la provenance des marchandises.

Les articles 6 et 7, déterminant les conditions dans lesquelles ces poursuites peuvent être engagées, sont ainsi conçus :

« Art. 6. — Les actions résultant de la présente loi peuvent être exercées par :

« 1° Le ministère public, soit sur plainte, soit d'office ;

« 2° L'ayant-droit à un nom de pays, de région ou de localité ;

« 3° Les Syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude ;

« 4° L'acheteur ou le consommateur lésé par le délit prévu au § 4 de l'article 3, et, en général, tous ceux qui peuvent justifier d'un intérêt né et actuel.

« Art. 7. — Les intéressés, désignés en l'article précédent, peuvent faire procéder à la description détaillée, avec ou sans saisie, des marchandises étrangères introduites en France ou revêtues de marques, étiquettes ou mentions françaises, en contravention aux dispositions de la présente loi, ainsi qu'à la saisie de tous prospectus, circulaires, annonces, papiers de commerce quelconques, rédigés de manière à tromper sur la provenance des produits mis en vente. Pour ces descriptions et saisie, de même que pour l'exercice des actions, ils doivent observer les formes, conditions et détails déterminés par les articles 17 et 18 de la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce ».

D'après le quatrième § de l'art. 6, on pourrait penser que les Syndicats professionnels ne peuvent intervenir, en

vue de l'application de la loi dont il s'agit, qu'à la condition de justifier, dans chaque espèce, d'un intérêt lésé.

S'il en était ainsi, le texte ci-dessus perdrait beaucoup de son intérêt. Mais les quelques observations échangées au Parlement au moment de son élaboration montrent qu'il a été en réalité conçu dans un autre esprit.

Lors de la discussion à la Chambre, un député, M. Julien Goujon, fit remarquer que l'art. 3 du Code d'instruction criminelle donne déjà, à quiconque pourrait justifier d'un intérêt né et actuel, le droit de se porter partie civile devant les tribunaux répressifs. Dans ces conditions, n'aurait-on pas reproduire, purement et simplement, des dispositions de droit commun ?

M. Boch, rapporteur, répondit : « Pas tout à fait... Nous proposons, en outre, de donner mission aux Syndicats professionnels d'exercer des poursuites. Cette mission rentre évidemment dans leurs attributions. » (Chambre des Dép. séance du 6 avril 1906 ; *J. Off.* du 7, déb. parl., p. 1698.)

De cette déclaration, il paraît bien résulter que le rapporteur considérait les Syndicats professionnels, représentant les industries visées par la loi (fabrication et commerce des conserves de sardines, de prunes et de légumes), comme investis, dans le cas d'infractions au texte dont il s'agit, d'un droit de poursuite spécial, distinct du droit que possède toute personne capable d'ester en justice, de se porter partie civile devant les tribunaux de répression lorsqu'elle invoque un préjudice subi.

C'est en effet, selon nous, l'interprétation qui s'impose du texte de l'article 6 de la loi du 11 juillet 1906.

C) Loi du 29 juin 1907.

La loi du 29 juin 1907, qui contient les premières dispositions spéciales visant l'intervention des Syndicats dans la répression des fraudes, est un de ces textes multiples (14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 1^{er} août 1905), par lesquels le législateur s'est efforcé de remédier à une crise économique qui, suivant les expressions du rapporteur de la loi au Sénat, M. Savary, « était à juste titre considérée par tous comme un malheur national, avant même qu'elle eût amené les terribles conséquences qui constituent un des plus douloureux et des plus tristes événements de notre temps ».

Il est nécessaire de rappeler dans quelles circonstances historiques les nouvelles dispositions contre le mouillage et le sucrage des vins, c'est-à-dire contre des pratiques considérées par les intéressés comme les principales causes de la crise, ont été représentées au Parlement.

L'agitation dans le Midi était extrême ; des Syndicats de défense viticole se constituaient de tous côtés, ayant pour mission spéciale la recherche et la poursuite des fraudes et falsifications ; les meetings se succédaient, attirant des foules énormes tantôt à Béziers, tantôt à Narbonne, et l'exaspération de la misère était si grande, que les solutions les plus révolutionnaires étaient envisagées favorablement. « Si, au 10 juin, déclarait-on, le gouvernement n'a pas fait ce que la viticulture désire, alors ce sera la grève de l'impôt, la démission des corps élus, le boy-

cottage des administrations, la population partout soulevée ».

La viticulture désirait le vote d'une loi plus efficace que les précédentes.

Le gouvernement reconnaissait que de nouvelles et énergiques mesures étaient nécessaires « pour assurer aux récoltants et à leurs associations les moyens de s'organiser en vue de l'écoulement raisonné de leurs produits, et pour les mettre à l'abri de la concurrence déloyale de la fraude ». (Exposé des motifs.)

Il rédigea, en conséquence, le projet qui a donné naissance aux lois du 29 juin 1907 et du 15 juillet 1907, et qui fut déposé à la Chambre des Députés par M. Cailiaux, ministre des Finances, dans la séance du 29 mai 1907 (1).

Tout d'abord, ce projet, dont la principale disposition était relative à la déclaration de récolte, ne comporta aucun article spécial sur l'intervention des syndicats.

Mais il y eut à la Chambre un courant d'opinion favorable à cette intervention ; il sembla nécessaire, en effet, d'associer les groupements professionnels à l'œuvre répressive ; de permettre aux viticulteurs de participer directement à l'application des lois dirigées contre la fraude ; de retirer, enfin, tout prétexte aux agitations violentes.

(1) Projet et exposé des motifs, Cham. des Dép. 1907, annexe 966, rapport Caseneuve, 4 juin 1907 ; Cham. Dép., annexe 1021, adoption 22 juin, transmission au Sénat 25 juin 1907, annexe 175 ; rapport Savary, Sénat, 26 juin 1907, annexe 188 ; adoption par le Sénat 28 juin ; publication au *Journal Officiel*, 4 juillet 1907, date de la loi : 29 juin. — Voir Sirey : *lois annotées*, nouvelles séries, 1907, p. 541 et s. — *Lois nouv.*, art. de M. Laborde, 1907, p. 417 et s.

C'est dans cet esprit qu'en diverses circonstances M. le Ministre de l'Agriculture avait été encouragé, par le Parlement, à accepter le concours d'agents désignés et rétribués par les syndicats, en vue d'effectuer, chez les négociants, des prélèvements et échantillons.

Dans son rapport sur le projet de loi du gouvernement, M. Caseneuve disait à ce propos :

« Le Syndicat national de défense de la viticulture demande que des agents des Syndicats agricoles, dans des conditions de garantie à déterminer, soient assermentés, afin de pouvoir effectuer des prélèvements authentiques partout où leur action sera nécessaire.

« Cette idée mérite toute l'attention.

« Les garde-chasses particuliers ne jouent-ils pas un rôle de surveillance et de répression contre le braconnage, qui intéresse l'Etat et les communes aussi bien que tel particulier ?

« Des inspecteurs des fraudes à la solde des Syndicats agricoles ne pourraient-ils remplir un rôle analogue ? La question mérite une étude ».

A vrai dire, cette question était déjà résolue dans un sens aussi favorable que le permettait sa complexité. Dès 1906, en effet, un Syndicat de producteurs de l'arrondissement d'Amiens (Nord) avait réussi à faire agréer, par le Ministre de l'Agriculture, un agent chargé de veiller à l'exécution de la loi du 16 avril 1897 sur le commerce du beurre et de la margarine ; lorsqu'il s'est agi d'appliquer la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, les préfets eurent, de plus en plus, l'occasion d'agréer des agents proposés par les Syndicats en vue d'opérer des prélèvements ; les conditions suivant lesquelles de tels

agents peuvent être agréés par les préfets ont été ultérieurement précisées par M. le Ministre de l'Agriculture, dans sa circulaire du 23 décembre 1907.

Toutefois, si l'intervention des Syndicats professionnels, à ce point de vue, prend un caractère particulièrement efficace, elle ne peut s'effectuer qu'avec le consentement de l'Administration et conformément aux règles fixées par elle.

Or, ce que voulaient avant tout la plupart des Syndicats, c'était plus qu'une faculté : un droit, le droit absolu de poursuivre les fraudeurs.

Pour satisfaire les aspirations auxquelles nous venons de faire allusion, plusieurs députés proposèrent, le 6 juin 1907, d'introduire dans le texte du projet de loi l'article additionnel suivant :

« Tous Syndicats ou Unions de Syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des vins, toute autre Société à existence légale poursuivant le même but, tout viticulteur récoltant, d'après sa déclaration de l'année, vingt hectolitres au moins, tout commerçant en vins patenté, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des Colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 65, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications de tous genres prévus par les lois du 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code Civil ».

Quelle était la portée de ce texte ? Avait-il pour but, comme le crurent les Syndicats viticoles, de donner à ces derniers le droit de poursuivre toute espèce de fraude sur le vin sans être obligés de justifier, dans chaque espèce, d'un intérêt né et actuel ? La question est des plus délicates.

Toute personne capable d'ester en justice peut incontestablement intenter une action devant les tribunaux, lorsqu'elle peut justifier d'un intérêt né et actuel à la réparation d'un préjudice à elle causé.

Si l'article proposé avait eu pour objet de dispenser, en matière de fraude, les Syndicats intervenant de justifier, dans chaque espèce, d'un intérêt né et actuel, cet article eût innové profondément, en faisant de ces groupements les collaborateurs du ministère public.

Il faut reconnaître qu'il n'est pas facile de démêler quel est le sens véritable d'une formule en elle-même assurément énigmatique.

Les dispositions proposées par M. de Castelnau furent adoptées par la Commission sous la forme suivante, qui devint celle de la loi :

« Tous Syndicats formés, conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des Colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 65, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et falsifications de vins prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le

préfèrent, à l'action ordinaire devant le Tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ».

Il faut remarquer ici que le texte de la commission, approuvé par la Chambre, élimine formellement les sociétés à existence légale autres que les Syndicats, mais poursuivant le même but que ces derniers, c'est-à-dire la défense des intérêts économiques et la répression des fraudes qui nuisent à ces intérêts.

Pourquoi la commission refusait-elle d'étendre à ces groupements le bénéfice de la loi nouvelle ?

Elle se disait qu'en réservant ce bénéfice aux Syndicats seuls on encouragerait très utilement la forme légale de la défense des intérêts professionnels. (Cf. déclarations de M. de Castelnau à la Chambre, *J. Off.* du 10 juillet 1907, n° 1799, 1^{re} col.)

Cependant, comme l'a très justement remarqué M. de Castelnau, il eût été bon de reconnaître aux Sociétés de consommation et d'hygiène, à forme légale, le même droit d'intervention contre la fraude qu'aux Syndicats. C'est dans ce but que M. de Castelnau, d'accord avec MM. de Gailhard-Bancel, Edmond Chapuis, Fernand David, Lasies, Plissonnier, Gaffier, Monsservin, de Paris, proposa, dans la séance du 22 juin 1907, d'ajouter au texte de la commission, après les mots : « Tous Syndicats conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des vins..., l'énumération suivante :

.....« Toutes autres associations ou unions d'associations, à existence légale, formées pour la sauvegarde et la défense des intérêts de la consommation et de l'hygiène,

et généralement toute personne, acheteur, consommateur ou producteur justifiant d'un intérêt né ou actuel.... » (le reste comme au texte nouveau de la Commission.)

Mais en présence des difficultés qui rendaient urgente l'adoption de la loi, l'amendement ci-dessus fut retiré, et l'article relatif aux Syndicats professionnels fut adopté sous la forme que lui avait donnée la Commission des boissons (*J. Off.*, 23 juin 1907, p. 1505, 1^{re} col., ci-dessus n° 8).

Le projet, transmis au Sénat le 25 juin, fut rapporté par M. Savary, qui insista pour que l'assemblée adoptât d'urgence l'ensemble du texte voté par la Chambre. En ce qui concerne l'article 9, le rapport se bornait à en exposer les dispositions sans commentaires.

Mais, frappé des objections que nous avons signalées précédemment, M. Gourju fit, devant le Sénat, au sujet de cet article, les observations suivantes (Séance du 28 juin 1907, *J. Off.* du 29, p. 820) :

« Je considère, quant à moi, cet article comme absolument inutile, parce que de la combinaison de l'article 3 et de l'article 6, § 1^{er} de la loi du 21 mars 1884, il résulte, à mon avis, d'une manière non douteuse, que, dès à présent, les Syndicats ont le droit d'ester en justice aussi bien au correctionnel qu'au civil... A cet égard, je voudrais provoquer une explication, qui me paraît nécessaire, pour que l'art. 9 ne devienne pas dangereux... En effet, il est parfaitement possible qu'il y ait d'ores et déjà des actions engagées en justice, antérieurement à la loi qui va être votée, par des Syndicats professionnels. Si l'article nouveau n'est pas expliqué, on ne manquera pas d'opposer, à ceux qui ont des actions pendantes

devant les tribunaux, l'irrecevabilité de ces actions, sous le prétexte que le législateur a reconnu la nécessité d'introduire dans la loi nouvelle, pour leur assurer l'accès des Tribunaux, une disposition qui n'existait pas encore. Au contraire, s'il est formellement expliqué qu'il s'agit ici d'une loi interprétative, comme l'effet rétroactif est accordé, par les principes généraux du droit, aux lois qui ont le caractère d'interprétation des lois antérieures, les actions seront sans difficulté déclarées recevables par les tribunaux ».

A ces intéressantes observations, M. Jean Dupuy, président de la Commission, répondit :

« La jurisprudence étant incertaine, la disposition que nous vous proposons a le caractère, non pas de disposition législative propre, mais d'interprétation, et, dans ce cas, elle ne peut pas gêner les actions pendantes ».

Ces déclarations, très laconiques, ne nous éclairent pas sur le véritable caractère du texte qui fut adopté dans ces conditions. Sans doute, il était indispensable de rappeler que le droit d'intervention en justice était déjà reconnu aux Syndicats professionnels, d'indiquer que l'article 9 du projet ne créait rien de nouveau à cet égard ; mais il eût été bon de préciser sur quels points, par conséquent, une interprétation législative avait paru nécessaire.

Doit-on considérer que le nouveau texte a voulu mettre fin aux hésitations de cette nature en partant de cette idée que toute fraude sur le vin, si minime soit-elle, nuit aux intérêts généraux de l'agriculture et de la viticulture ; que, dès lors, elle intéresse les Syndicats compris dans la réforme, et que, par suite, le juge peut être dispensé, à l'avenir, de constater le préjudice subi par eux, pour faire

droit à leur demande et recueillir favorablement leur action ?

C'est bien ainsi que la Société des Agriculteurs de France semble avoir compris le sens de l'article en question (Voir *Bulletin* de cette Société, 1^{er} janvier 1908, p. 19 et s.), ainsi du reste que les Syndicats viticoles plus particulièrement intéressés en la matière.

Malheureusement, en juin 1907, le législateur, poussé par les événements, n'eut pas le temps de mesurer toute l'étendue du problème ; il rédigea hâtivement une formule, et cette formule incomplète a servi de modèle lorsqu'il a paru nécessaire d'étendre à toutes les catégories de fraudes les dispositions qu'elle contenait.

Ce fut l'œuvre de la loi du 5 août 1908.

D) Loi du 5 Août 1908.

Dans la séance du 27 juin 1907, M. Caseneuve, député, soumit à la Chambre une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes (1) ? Cette proposition comprenait particulièrement l'article suivant :

(1) Proposition et exposé des motifs, Chambre des dép. 1907, annexe 1102 ; rapport Dajon, Chambre des dép., annexe 1163 ; adoption, 9 juillet 1907 ; *J. Off.* 10 juillet, p. 1798 et s. ; transmission au Sénat le 11 juillet 1907, Doc. Parl. Sénat, année 1907, annexe 269 ; rapport Ricard, 12 juillet 1907, annexe 290 ; clôture de la session, 12 juil. 1907 ; discussion : 7 et 9 juillet 1908 (*J. Off.*, 8 juillet 1908, Sénat, p. 907 et s. *J. Off.* 10 juil. 1908, Sénat, p. 928 et s.) adoption, 9 juil. 1908 (*J. Off.* du 10, Sénat, p. 945 ; publication au *J. Off.*, 11 août 1908 ; date de la loi : 5 août 1908.

« Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des Colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relativement aux faits de fraude et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ».

Comme on le voit, ces dispositions ont été calquées sur celles de l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 ; elles peuvent également prêter à la controverse, et l'on ne sait, au premier abord, jusqu'à quel point elles innovent.

Mais tandis que l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 avait été introduit dans un texte de circonstance et adopté sans discussion, l'article 3 de la proposition Cazeneuve, devenu l'article 2 de la loi du 5 août 1908, a donné lieu à des explications, d'ailleurs assez confuses, à travers lesquelles nous allons essayer de distinguer le but du législateur.

Dans son exposé des motifs, M. Cazeneuve définissait ainsi le but poursuivi par son projet : « Il a pour objet de mettre désormais à l'abri de toute contestation le droit des syndicats professionnels d'intervenir en matière de fraude, qu'il s'agisse de boissons hygiéniques — et sous cette dénomination, nous entendons non seulement les boissons hygiéniques, mais encore les eaux-de-vie natu-

relles de vin ou de mares, les kirschs et autres alcools de fruits, — qu'il s'agisse de denrées alimentaires, de produits agricoles, d'engrais et de produits médicamenteux. »

Et il ajoutait :

« Il y a des intérêts communs, il y a des lésions communes qui justifient l'intervention du syndicat.

« Nous prétendons que c'est défendre des intérêts généraux que réprimer les fraudes et les actes de concurrence déloyale.

« Nous prétendons que c'est défendre les intérêts généraux que de tenter de mettre la probité dans le commerce et de protéger le public contre la fraude.

« Nous ajoutons, enfin, que la possibilité de l'intervention légale des syndicats en matière de fraudes aura l'immense avantage de faciliter les instances dans bien des cas où un simple particulier hésiterait à engager un procès lui-même. Qu'un commerçant peu scrupuleux abuse du nom d'un propriétaire, celui-ci hésitera à affronter les ennuis d'un procès ou à en faire les frais. Le syndicat, organe puissant de défense générale, prendra en mains l'affaire et la soutiendra devant les juridictions compétentes.

« Nous croyons, en conséquence, que cet article additionnel à la loi du 1^{er} août 1905 donnera à l'agriculture une arme nouvelle et puissante pour se défendre contre les manœuvres portant atteinte à l'hygiène publique et aux intérêts agricoles, en même temps que le syndicat deviendra un foyer d'éducation moralisatrice pour ses membres, par suite du contrôle réciproque fatalement exercé entre les éléments de l'association professionnelle.

Suivant M. Dauzon, rapporteur de la proposition Caseneuve, le texte dont il est question ne faisait « que reprendre, en la précisant, la disposition de la loi du 21 mars 1884 accordant aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice ».

Toutefois, M. Dauzon estimait que ce rappel législatif n'était pas inutile ; d'ailleurs, il semblait bien croire que l'œuvre de précision dont il parlait aboutirait à conférer aux groupements professionnels une sorte de mission répressive : « Le texte nouveau, disaient-ils, accorde aux syndicats professionnels deux droits précis : celui de se porter partie civile, à l'audience correctionnelle, pour seconder et appuyer l'œuvre du ministère public ; celui d'intenter la même action devant les tribunaux civils, en réparation du préjudice causé. Ainsi, les fraudeurs seront obligés de restituer aux syndicats de défense agricole ou commerciale, sous forme de dommages et intérêts, les bénéfices dont ils avaient indûment frustré le commerce honnête ».

L'article 4 de la proposition Caseneuve, relatif aux syndicats professionnels, fut adopté sans discussion, par la Chambre, le 9 juillet 1907. (*Journal Off.* du 10 juillet, Chambre des Députés, p. 1812, 1^{re} col.)

Le texte adopté par la Chambre fut transmis au Sénat le 11 juillet 1907, et il fut, le 12 du même mois, l'objet d'un rapport favorable de M. Ricard. Selon ce rapport, l'article relatif aux Syndicats, en précisant, de façon à le mettre au-dessus de toute contestation, leur droit d'intervention en matière de fraudes, conférait aux groupements professionnels « une arme nouvelle et puissante ».

Mais, en raison dudit article, la proposition Caseneuve

devait rester une année en instance devant cette Assemblée.

Certains esprits s'étaient émus, en effet, à l'idée de voir accorder aux syndicats professionnels le soin de collaborer avec l'Etat à la poursuite de certains délits. La profonde répercussion que pourrait avoir, dans l'avenir, sur les phénomènes sociaux, la réforme ainsi comprise, et qui, au premier aspect, ne semblait qu'une réforme de détail, fut aperçue notamment par M. Touron, sénateur, qui exposa devant la Société des Agriculteurs de France ses défiances à cet égard.

C'est pourquoi MM. Touron et Audiffred déposèrent au Sénat, en juillet 1907, un amendement ainsi conçu :

« Pour être admis à intenter des actions judiciaires dans les limites fixées par l'article précédent et par l'article 9 de la loi du 29 juin 1907, tout syndicat devra répondre aux conditions et satisfaire aux obligations suivantes :

1° « Comprendre un nombre minimum de 200 adhérents, dont la liste sera déposée avant l'instruction de la première instance, et postérieurement, chaque année, du 15 janvier au 15 mai, en triple exemplaire, à la mairie de la localité où est établi le syndicat, et à Paris, à la Préfecture de la Seine.

« Communication de cette liste sera faite par le maire ou le préfet de la Seine au procureur de la République et au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, où elle devra être communiquée à tout requérant.

2° « Justifier de l'insertion dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement ou, s'il n'en existe pas, dans un journal du chef-lieu du département, d'un extrait des sta-

tuts faisant connaître les noms et adresses des administrateurs ou directeurs du syndicat.

« 3° Posséder un fonds de réserve s'élevant à 10 francs au moins par adhérent et déposé, soit en numéraire à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit à la Banque de France, en titres nominatifs de rente 3 o/o des emprunts départementaux et communaux, des actions de la Banque de France, des actions et obligations du Crédit Foncier et des Compagnies de chemins de fer français.

« Les sommes ou valeurs constituant ce fonds de réserve ne peuvent être retirées, en partie ou en totalité, par les administrateurs ou directeurs du syndicat que sur ordonnance du président du Tribunal civil de l'arrondissement les autorisant à effectuer ces retraits. L'ordonnance du président du Tribunal civil ne deviendra exécutoire que dans un délai de quinze jours, à dater de sa publication dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement, ou, s'il n'en existe pas, dans un journal du chef-lieu du département.

« Avant d'engager une des instances prévues par l'article précédent ou par l'article 9 de la loi du 29 juin 1907, les administrateurs ou directeurs du Syndicat devront, par voie de déclaration spéciale, faite et signée au greffe du Tribunal où l'affaire doit être portée, justifier que le fonds de réserve du Syndicat est quitte de toute charge ou opposition.

« Les administrateurs ou directeurs du Syndicat seront, sans préjudice des actions pouvant résulter des délits et des quasi-délits commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, solidairement responsables des frais des actions judiciaires engagées par le Syndicat, ainsi que des infrac-

tions aux dispositions du présent article, qui entraînent l'application d'une amende de 200 à 300 francs.

« La dissolution d'un Syndicat intervenue au cours d'une action judiciaire intéressant ce Syndicat est nulle de plein droit. »

La Société des Agriculteurs de France, tout en regardant comme utile le fait de poser des conditions à l'action syndicale, n'avait pas cru pouvoir se rallier au système proposé par M. Touron, considérant que ce système était trop compliqué, qu'il enserrait trop étroitement les Syndicats et qu'il nécessitait une intervention trop fréquente des autorités administratives et judiciaires.

Cette Société avait émis l'avis :

1^{er} Que l'article 9 de la loi du 29 juin 1907 fût maintenu sans changement ;

2^o Que si le droit de poursuite directe contre tous les faits de fraude ou de falsification, prévus par la loi du 1^{er} août 1905, devait être également accordé à tous les Syndicats, agricoles ou non, il y aurait lieu d'exiger que tout Syndicat poursuivant eût au moins un an d'existence, et déposât une caution suffisante déterminée par le Tribunal.

3^o Que cette innovation pourrait être utilement rattachée à une revision d'ensemble de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels, en vue, notamment, de l'extension de la capacité civile de ces Syndicats et de leurs unions.

Il en résulta qu'en juillet 1908, lorsque le texte de M. Caseneuve vint en discussion devant le Sénat, MM. Touron et Audiffred donnèrent à leur amendement la forme plus souple que voici :

« Il est ajouté à la loi du 1^{er} août 1905 un article ainsi conçu :

« Tout Syndicat, constitué conformément à la loi du 21 mars 1884, et ayant : 1^o justifié d'un an d'existence par le dépôt au greffe du Tribunal d'une déclaration revêtue de la signature légalisée de ses administrateurs ; 2^o fourni caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné, pourra, lorsqu'il s'agira de la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, denrées alimentaires, produits agricoles et engrais, exercer sur tout le territoire français..... » (le reste comme au projet) (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1908, p. 236, 2^e vol.).

M. Touron déclara que cet amendement n'était nullement dicté par des considérations hostiles aux Syndicats professionnels ; seulement, il envisageait la réforme proposée par M. Caseneuve comme dépassant la portée d'une simple consécration de la jurisprudence antérieure ; sans doute, après l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907, refusant au Syndicat national de Défense de la viticulture française le droit de se porter partie civile dans les conditions que l'on connaît, le législateur avait voulu accomplir principalement une œuvre d'interprétation qui lui semblait utile : mais il avait dépassé le but avec la loi du 29 juin 1907, et il allait le dépasser encore :

« Votre texte, affirmait M. Touron, dit que les Syndicats pourront se porter partie civile dans tous les faits de fraude ou de falsification, vous entendez : « dans tous les faits de fraude ». Ils pourront donc agir directement, en vertu des articles 1382 et suivants, dans tous les cas qui se présenteront.

« Vous allez, par conséquent, leur donner un droit absolu et enlever aux tribunaux le pouvoir d'apprécier si la demande d'un Syndicat est recevable ou non : c'est là ce que vous voulez.

« Si tel n'est pas votre but, à quoi servirait votre texte ? Il est certain que si vous voulez laisser aux Tribunaux le pouvoir souverain d'appréciation qu'ils ont toujours eu jusqu'ici, votre intervention est pour le moins inutile ».

En face de ces droits, qu'il qualifie d'exorbitants, M. Tournon réclamait des garanties en faveur des tiers, estimant « que s'il est légitime d'accorder des droits nouveaux aux Syndicats, il faudrait au moins inscrire, en face de chacun des droits nouveaux concédés, une responsabilité nouvelle ».

L'auteur de l'amendement estimait que ces garanties n'existeraient pas dans la législation nouvelle.

« On exige simplement des syndicats qu'ils soient constitués conformément à la loi de 1884... Voilà une belle garantie ! La loi de 1884, pour déclarer un Syndicat valablement et légalement constitué, demande purement et simplement que les administrateurs donnent leurs noms ; elle n'exige même pas que ces administrateurs fassent connaître leur domicile, de telle sorte, messieurs, que comme on l'a dit dans une autre enceinte, pour former un Syndicat, il suffit à cinq ou six personnes de se réunir autour d'une table, d'acheter un timbre humide, et de se déclarer constituées en Syndicat.

« Voilà toutes les garanties que nous offre la loi de 1884. J'ajoute que comme elle est très incomplète, elle expose les citoyens à des dangers sérieux. En effet, ses articles autorisent tout membre d'un syndicat à se retirer du syndicat

à tout instant ; il est évident qu'avec le texte que vous nous apportez, en ne demandant aucune garantie aux syndicats de plaideurs — car vous allez instituer des syndicats de plaideurs — le Syndicat pourra toujours s'évaporer et disparaître à tout instant au cours même de l'instance. Dans ces conditions, on peut très bien envisager le cas de gens sans surface, sans moralité même, fondant un Syndicat pour faire la guerre aux concurrents, pour intenter des actions judiciaires à tort et à travers, aux commerçants les plus honnêtes.

« Et que risqueront ces plaideurs d'un nouveau genre ? Au moment où le Syndicat se verra sur le point d'être condamné, il disparaîtra, et les défenseurs perdront tout recours contre les calomniateurs ».

C'est en ce sens, qu'à plusieurs reprises, M. Dominique Delahaye intervint dans la discussion : « Ce n'est pas, disait-il, parce qu'ils sont syndiqués, mais parce qu'ils peuvent se désyndiquer du jour au lendemain, que les membres d'un groupement professionnel qui, sous le couvert de la personnalité civile de ce dernier, veulent exercer le droit de citation directe, doivent être soumis à des garanties spéciales ».

M. Bérenger se déclarait aussi partisan de garanties de ce genre. Selon lui, il ne faut pas se borner à envisager l'hypothèse où le Syndicat demandeur, redoutant une sentence défavorable, se dissoudrait avant que le jugement fût prononcé. Il est une autre éventualité beaucoup plus grave : « le Syndicat ne se dissout pas le moins du monde ; il va jusqu'au bout du procès : la sentence est prononcée contre lui, mais il n'a rien parce qu'il ne peut rien possé-

der... Comment exécutera-t-on le jugement ? (*J. Off.* du 10 juillet 1908, Sénat, p. 944, 2^e col.)

D'ailleurs, malgré ces objections, M. Béranger ne s'en déclarait pas moins, en principe, partisan de la proposition de M. Caseneuve. Cependant M. Monis, de son côté, faisait les observations suivantes :

« A l'heure actuelle, avant que nous ayons légiféré, le droit, tel qu'il s'est formé par l'élaboration même de la jurisprudence, est celui-ci :

« Un Syndicat agricole est habile à se porter partie civile lorsqu'il dénonce aux tribunaux la fraude qui l'atteint dans ses intérêts collectifs et professionnels. Voilà qui est bien clair ».

« Est-ce à dire qu'avec cette jurisprudence le nouveau texte soit inutile ? Non, il ne l'est pas, parce qu'il précise :

« Nous appliquons, dans notre texte, purement et simplement, le texte de la Cour de Cassation ; seulement nous ajoutons à celui-ci une explication qui le fait saisir plus rapidement.

« Nous disons : tous Syndicats formés, conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcool de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer, etc...

« Nous n'avons fait ni plus ni moins que d'emprunter le principe de la Cour de Cassation et de le développer un peu, afin de diminuer le nombre des procès. Pourquoi plaider sur des questions douteuses ? Puisqu'on revoyait le texte, pourquoi ne pas l'éclaircir ? Pourquoi ne pas le

mettre à l'abri de ces discussions qui retardent la marche du progrès ?

« Voilà pourquoi nous avons établi un texte ; il consacre le droit reconnu et fixé par la Cour de Cassation ; il l'éclaircit de façon à fixer la jurisprudence. Voilà l'utilité de notre article ».

Et M. Tournon disait de son côté :

« La Cour de Cassation et le Conseil d'Etat tendent à reconnaître aux Syndicats le droit d'ester en justice et de se porter partie civile chaque fois que les intérêts généraux de la profession sont en jeu. Voilà le point sur lequel il ne peut pas y avoir de discussion.

« Au contraire, lorsqu'il s'agit de décider si un syndicat peut se porter *partie civile*, ou s'il peut se substituer à l'un de ses membres dans une action judiciaire qui n'intéresse pas directement la collectivité, la jurisprudence devient alors assez vague. Ce droit spécial n'est pas encore reconnu au Syndicat, et je puis même dire que la jurisprudence lui refuse d'intervenir au procès lorsqu'il n'est pas démontré qu'il s'agit d'un intérêt corporatif. Mais il est une chose, en tout cas, que les tribunaux ont toujours refusée et qu'ils ne sauraient accorder : c'est le droit, pour un Syndicat, de se substituer à l'un quelconque des membres dans une action juridique qui n'a trait qu'à des intérêts individuels, et c'est un droit exorbitant que vous accorderiez à tout syndicat ?

« Si vous ne le demandez pas, Messieurs, permettez-moi de vous dire qu'il eût été au moins utile de le déclarer, au lieu de l'indiquer simplement par vos dénégations ; il faut absolument, dans l'intérêt de la justice, que le magistrat sache bien qu'il conserve, en dépit de votre aveu

même, tout son droit d'appréciation en ce qui concerne la recevabilité des actions syndicales. Entendez-vous donner aux syndicats le droit absolu d'intervenir en toute action ; autrement dit, entendez-vous retirer aux tribunaux le droit d'apprécier si l'action est ou non recevable ?

« Tout est là, votre texte est obscur, et je crains, pour ma part, que, faute d'être expliqué, il n'étende outre mesure les droits des syndicats ». (*J. Off.*, 10 juil. 1908, Sénat, p. 492, 1^{re} col.)

Cependant, sous cette forme en apparence très précise, la question ainsi posée prête encore à confusion : il ne pouvait, en effet, entrer dans la pensée du législateur de placer l'intervention syndicale, en matière de fraude, au-dessus de toute condition de recevabilité ; le texte soumis au Sénat avait seulement pour objet de rendre cette recevabilité plus facile qu'auparavant ; mais il était bien évident que les tribunaux resteraient toujours libres d'apprécier le caractère des Syndicats demandeurs, d'examiner si ces derniers étaient vraiment professionnels et si, par leurs statuts, ils pouvaient réclamer le bénéfice de la loi nouvelle.

Aussi M. le Ministre de l'Agriculture se borna-t-il à répondre que le juge serait « maître d'admettre ou non le Syndicat ».

Au moment de fortifier et de développer le droit d'ester en justice reconnu aux Syndicats professionnels par la loi du 21 mars 1884, les appréhensions que nous avons relatées ne pouvaient manquer de se faire jour, pour cette raison qu'une personne morale peut, plus facilement qu'une personne physique, se dérober aux obligations qui lui incombent.

Etant donné qu'on se refusait à imposer, à titre de garanties, des conditions préalables à l'intervention syndicale, il était naturel que l'on se préoccupât des moyens par lesquels, en cas d'action intentée soit à la légère, soit par malveillance, les intéressés pourraient exercer utilement un recours contre le Syndicat qui les aurait inquiétés.

M. de Lamarzelle présenta, à cet égard, des observations qui ressemblent à celles que nous connaissons déjà :

« L'individu, lui, dit-il, a sa responsabilité qui subsistera toujours. Or, le Syndicat, tel qu'il existe d'après la loi de 1884, — M. Touron l'a dit et vous, vous ne l'avez pas vu, vous ne pouvez donc pas lui répondre — peut être composé d'individus qui n'ont même pas donné leur adresse et qui, lorsque sonne l'heure de la responsabilité, disparaissent. Au moment où le Syndicat voulait exercer un droit, il existait ; au moment où l'obligation survient, il disparaît. » (*J. Off.*, 10 juil. 1908 : Sénat, p. 943, 3^e col.)

M. Monis répondit à ces observations que la personne qui représenterait en justice le Syndicat professionnel, c'est-à-dire le plus souvent le président de ce Syndicat, devait être tenue pour responsable du sort de l'action. (*Ibid.*, p. 943 et 944.)

A quoi M. Bérenger répliqua :

« Si vous admettiez la responsabilité à laquelle M. Monis croit — il se trompe selon moi — (la responsabilité de ceux qui engagent le procès au nom du Syndicat), vous aboliriez en fait le droit du Syndicat, parce que personne ne voudrait se présenter en son nom. » (*Ibid.*, p. 944 3^e col.)

M. Bérenger ajoute qu'il y avait là matière à sérieuse discussion.

En conséquence, M. Touron demanda la disjonction de l'article 2, afin que le texte relatif à l'intervention des Syndicats professionnels devînt ultérieurement l'objet d'un débat spécial, exclusivement consacré à cette question.

La demande formulée par M. Touron fut combattue par M. le Ministre de l'Agriculture, qui fit valoir que la réforme en cours présentait la plus grande importance pour la défense des intérêts économiques et qu'elle était attendue avec impatience.

Dans ces conditions, la disjonction fut repoussée (159 voix contre 102), et M. Touron retira alors son amendement.

Après avoir refusé de prendre en considération un autre amendement présenté par M. Dominique Delahaye, tendant à établir que la loi nouvelle ne visait que les Syndicats agricoles, le Sénat adopta, sans scrutin, l'article 2 et l'ensemble de la proposition Caseneuve.

Quelle est la portée de ce texte? Voilà ce qu'il nous reste à déterminer; *mais remarquons tout d'abord que le droit de se porter partie civile, en matière de fraude comme en toute autre, résulte pour les Syndicats professionnels des dispositions de la loi du 21 mars 1884, art. 6.*

Le législateur de 1907 et de 1908 n'a donc pas innové, si l'on s'en tient à la lettre de la formule qu'il a choisie : « Tous Syndicats formés pour la défense..... pourront exercer. ... les droits reconnus à la partie civile par les articles..... relativement aux frais de fraudes..... »

Les actions intentées par les Syndicats en matière de fraude, avant les lois du 29 juin 1907 et du 5 août 1908, étaient incontestablement recevables. C'est ainsi que la

Cour d'Appel de Montpellier, par arrêt du 28 novembre 1907, avait admis, dans une affaire de tromperie sur l'origine de la marchandise vendue (vin de Saint-Georges), la recevabilité de l'action intentée, avant la loi du 29 juin 1907, devant le tribunal répressif, par le Syndicat agricole de Saint-Georges-d'Arques, estimant qu'aux termes du droit commun cette action était fondée.

Il est certain que les textes qui font l'objet de notre étude ont avant tout un caractère interprétatif. Mais quelle est la portée de cette interprétation ? A quelles controverses a-t-on voulu mettre fin ? N'a-t-elle pas supprimé toutes les causes de variation de la jurisprudence, en plaçant les Syndicats visés par elle dans cette situation particulière d'être considérée, *a priori*, comme *intéressés à la répression des fraudes* et, par suite, comme dispensés de justifier, dans chaque espèce nouvelle, d'un intérêt né et actuel ? C'est sur ce point fondamental qu'aurait dû porter la discussion au Parlement. Mais, en fait, il n'a pas été éclairé.

E) Commentaires et Conclusions.

Au premier abord, il peut paraître étrange, lorsqu'il s'agit d'une action civile, c'est-à-dire ayant pour but la réparation d'un dommage, de prétendre mettre hors de discussion ce qui est au fond du débat, la raison d'être et la justification de l'action suivie : l'existence même du dommage.

C'est pourquoi on comprend que certains excellents

esprits aient soutenu qu'en reconnaissant formellement aux Syndicats le droit de se porter partie civile en matière de fraude, il ne les a pas autorisés à se soustraire aux règles qui s'imposent à toute partie civile. Voici nettement exprimée par M. Tournon quelles seraient les conséquences d'une pareille mesure :

« 1° Si, en présence d'une fraude quelconque, des dommages et intérêts devaient nécessairement être attribués à l'un des Syndicats professionnels visés par les nouvelles lois et intervenant dans l'instance, il s'ensuivrait que ces dommages et intérêts prendraient l'aspect d'une véritable amende supplémentaire et obligatoire, dont le montant seul serait à déterminer ;

« 2° Comme dans l'hypothèse dont il s'agit, rien n'empêcherait de nombreux Syndicats de se porter partie civile dans la même affaire, le tribunal se verrait contraint d'infliger au condamné, sous forme de dommages et intérêts, des amendes multiples, arbitraires, dont le total serait hors de proportion avec la gravité de l'infraction commise...

« 3° Enfin, si chacune des catégories de Syndicats comprises dans la réforme pouvait, sans justification d'intérêt, intervenir en justice pour réclamer des réparations civiles, en présence de tout fait de fraude ou de falsification, on aboutirait à ceci : que rien n'empêcherait un Syndicat formé, par exemple, pour la défense des intérêts généraux du commerce des boissons, de triompher comme partie civile dans une affaire concernant des produits médicamenteux ».

Dans ces conditions, ne doit-on pas conclure que si les lois du 29 juin 1907 et du 5 août 1908 ont eu pour objet

de faciliter le succès de l'action syndicale et d'indiquer nettement les désirs du Parlement à cet égard, elles ne sauraient avoir pour effet de placer les groupements professionnels au-dessus du droit commun en les dispensant, par une faveur exceptionnelle, d'établir ce qui est la seule justification de leur intervention ?

Mais lorsque on se reporte aux travaux préparatoires, on acquiert la certitude que la loi du 5 août 1908, généralisant les dispositions spéciales prises en faveur de la viticulture, a eu pour objet, en réalité, de poser en principe que tout Syndicat groupant des fabricants ou des marchands de produits semblables à ceux qui ont fait l'objet d'une fraude ou d'une falsification, est intéressé à la représaille de ladite fraude ou falsification, et que, par suite, il est qualifié pour intervenir en justice, en présence d'un délit de ce genre.

Si les manœuvres frauduleuses, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles s'effectuent, peuvent être toujours considérées comme préjudiciables aux intérêts professionnels, aucun tribunal ne doit exiger du Syndicat demandeur la preuve de l'existence de ce préjudice, dont la réalité est certaine, dans toutes les espèces ; le juge, à la rigueur, peut considérer la constatation du préjudice en question comme une formalité nécessaire ; mais il ne peut refuser de faire cette constatation.

Voilà, selon nous, le premier point que les lois du 29 juin 1907 et du 5 août 1908 ont eu pour objet de trancher. C'est se mettre en contradiction formelle avec le second de ces textes que de repousser, par exemple, l'action d'un Syndicat de pharmaciens intervenant dans une affaire de fraude sur les produits pharmaceutiques,

sous prétexte que cette fraude, par son étendue minime, n'a porté aucun préjudice aux intérêts généraux de la profession.

Relativement à la question de l'intervention d'un Syndicat pour la défense de ces intérêts généraux reconnus lésés, nous avons vu que les lois susdites n'ont fait qu'enregistrer les interprétations de la Cour de Cassation ; lorsqu'une fraude préjudicie à des intérêts généraux, elle cause par là même un dommage au Syndicat qui groupe une partie de ces intérêts, et refuser de constater ce dernier dommage, après avoir constaté le premier, est pour l'arrêt un danger d'annulation. (Cass., 21 juillet 1907, ci-dessus n° 9).

Ainsi, nous estimons que, grâce à l'intervention législative, la question du préjudice causé par la fraude aux intérêts économiques ne se pose plus ; c'est en ce sens que s'est formellement prononcé M. le Ministre de l'Agriculture, au Sénat, dans la séance du 9 juillet 1907, lorsqu'après avoir précisé que telle était la situation faite aux viticulteurs par la loi du 29 juin, il ajoutait : « Nous avons voulu assurer à tous les Syndicats agricoles les droits conférés aux viticulteurs. » Si la jurisprudence avait consacré cette thèse, s'il avait été admis, en dehors de toute justification particulière, que la fraude préjudicie non seulement aux intérêts de la profession, mais aussi au Syndicat qui la représente, si l'admission de l'action syndicale était ainsi devenue obligatoire, la loi de 1908 aurait consacré, inconsciemment peut-être, mais d'une façon certaine, le caractère public du Syndicat.

Mais il n'en a pas été ainsi. Nous avons constaté, en étudiant la jurisprudence, que celle-ci n'a guère été

influencée par les lois de 1907 et 1908. Elle continue à exiger, dans chaque espèce, la justification du préjudice subi, et tantôt elle accueille favorablement l'action syndicale, tantôt elle la repousse, alors que la fraude est cependant établie. Quoi que l'on pense d'une réforme générale, une nouvelle intervention législative semble donc, au point de vue particulier des intérêts projetés par les lois de 1907 et 1908, absolument nécessaire, en vue de spécifier nettement :

1° Que pour une même catégorie de produits, tout Syndicat formé pour la défense de ces produits peut, sans être tenu de justifier d'un préjudice subi (autrement que pour l'évaluation des dommages et intérêts, s'il y a lieu), poursuivre les fraudeurs devant les Tribunaux.

2° Que, par suite, la fraude étant établie, le Tribunal ne pourra débouter le Syndicat intervenant de sa demande ; le moins qu'il pourra faire sera de condamner le fraudeur aux dépens, à titre de réparation civile envers le Syndicat.

3° Que si plusieurs Syndicats interviennent, le second et les suivants seront admis, sans frais, à se joindre au premier ; de cette manière, les dépens ne seraient jamais élevés, et les juges ne seraient pas obligés d'imposer aux délinquants des charges excessives.

Une proposition de loi a été déposée en ce sens, le 16 janvier 1911 ; elle a justement pour but de compléter l'article 2 de la loi du 5 août 1908 et, par suite, l'article 9 de la loi du 29 juin 1907.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs de la proposition, MM. de la Trémoille, Emile Constant, Bouyssou, Laustalot, Cazauvieille, déclarent :

1° Que, pour éviter le danger d'une définition, ils ont renoncé à définir le préjudice individuel ou collectif.

2° Qu'ils n'ont pas autorisé les Syndicats professionnels à agir en justice pour la défense des intérêts individuels de leurs membres, afin de ne pas assumer la lourde tâche d'apporter une réforme générale à la loi du 21 mars 1884.

Ils demandent au législateur simplement de déclarer que « toutes les fois qu'une fraude s'exerce sur des produits quelconques, elle doit également être présumée avoir occasionné un préjudice direct au groupement de tout ou partie de ceux qui le produisent ou en trafiquent sans qu'il soit besoin d'en apporter une autre preuve ». C'est une présomption légale, possible avec notre droit. Les Tribunaux n'auront qu'à chercher si le Syndicat est légalement constitué et s'il appartient bien à la catégorie atteinte par la fraude, ainsi qu'à évaluer le dommage. Les autres Syndicats intéressés se joindront aux poursuites pour alléger le Parquet et donner des facilités au Syndicat, son auxiliaire, pour assurer la répression, en lui permettant de suivre la marche de la procédure, de se livrer à des discussions contradictoires et de requérir les mesures nécessaires à l'information.

Cette proposition de loi est ainsi conçue :

Article 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 5 août 1908, modifiant celle du 29 juin 1907 sur la répression des fraudes, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Tous Syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits,

denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandise quelconque, pourront citer directement, tant au civil qu'au correctionnel, ou se porter partie civile, conformément aux articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux fraudes quelconques ou infractions quelles qu'elles soient prévues par les lois en vigueur, et concernant les produits pour la défense desquels ils sont constitués. Dans ces divers cas, ils seront également présumés avoir éprouvé, du fait des actes précités, un préjudice direct, dont les Tribunaux n'auront qu'à apprécier l'importance, sans que leur action puisse être écartée si le fait qui la motive est avéré ».

Art. 2. — Lorsqu'un Syndicat aura exercé les droits visés à l'article précédent, les autres Syndicats ne pourront agir, à l'occasion des mêmes faits, que comme parties jointes ou intervenantes; leur intervention s'opèrera au moyen d'une simple déclaration qui, suivant la nature et l'état de la procédure, sera conçue sans frais au Parquet ou au Greffe du Tribunal saisi.

Quant aux Syndicats qui n'auraient pas usé de cette faculté, et qui voudraient intenter une instance à l'occasion de faits déjà jugés, ils seront exclus du bénéfice des dispositions ci-dessus et resteront soumis aux règles du droit commun.

Art. 3. — Les Syndicats qui se seront régulièrement portés partie civile devant le juge d'instruction, dans les circonstances ou à l'occasion des faits ci-dessus indiqués, seront admis à paraître par leurs représentants légaux, et

à se faire assister de leurs conseils pour tous les actes de l'instruction et de la procédure ; ils auront droit aux communications des pièces dans les mêmes conditions que la partie poursuivie ; ils pourront requérir toutes mesures d'instruction qu'ils jugeront utiles, sauf au juge à statuer sur leur demande par une ordonnance, contre laquelle ils pourront se pourvoir par les voies et moyens de droit.

Une autre proposition de loi dans le même sens a été déposée par M. le sénateur Cazeneuve, le 31 mars 1911. L'article unique est ainsi conçu :

« Les Syndicats constitués conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture, ou du commerce des boissons, eaux-de-vie, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront poursuivre devant la juridiction compétente, sur tout le territoire de la France et des colonies, la réparation du préjudice que tout fait de concurrence déloyale, d'usurpation de marque ou lieu d'origine, de fraude ou falsification quelconque, d'infraction aux lois fiscales ou de droit commun, et, d'une façon générale, tout fait constitutif d'une faute aura causé directement soit aux intérêts matériels ou moraux du Syndicat, soit aux intérêts professionnels communs à tout ou partie de ses membres ».

Signalons également une proposition de M. Barthe, député, non encore publiée, du 7 avril 1911, tendant également à faciliter aux Syndicats la répression de la fraude.

En ces derniers temps, les troubles de l'Aube et de la Champagne ont fourni à M. André Lefèvre l'occasion de

déposer un nouveau projet de loi sur la délimitation des vins de Champagne, dont nous extrayons les articles suivants, qui seuls nous intéressent :

Art. 2. — L'article 2 de la loi du 5 août 1908 est complété ainsi qu'il suit :

« L'action des Syndicats sera recevable quand elle aura pour objet la défense soit de leurs intérêts collectifs, soit des intérêts individuels de tout ou partie des membres qui les composent, même si le préjudice dont la réparation est poursuivie n'est que moral et indirect ».

Art. 3. — Lorsqu'un Syndicat aura exercé les droits visés à l'article précédent, les autres syndicats ne pourront agir, à l'occasion des mêmes faits que comme parties jointes ou intervenantes ; leur intervention s'opèrera au moyen d'une simple déclaration qui, suivant la nature et l'état de la procédure, sera reçue sans frais au Parquet ou au Greffe du Tribunal saisi.

Quant aux Syndicats qui n'auraient pas usé de cette faculté et qui introduiraient une instance à l'occasion de faits déjà jugés, ils seront exclus du bénéfice des dispositions contenues dans l'article 2 de la présente loi, et leur action ne sera recevable et fondée que s'ils font la preuve d'un préjudice collectif.

Art. 4. — Les paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1905 sont abrogés et remplacés par le paragraphe suivant :

« En cas de récidive, l'article 463 du Code pénal ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi,

et les Tribunaux seront tenus d'ordonner les mesures de publicité prescrites par l'article 7 ou l'une d'elles seulement ».

Chacune de ces propositions est intéressante. Nous souhaitons que l'une d'elles triomphe. Mais notre préférence va à la proposition Cazeneuve, car nous croyons que seul un texte rigoureux, précis, énumératif, pourra mettre fin à une Jurisprudence qui se perpétue, malgré des textes pourtant explicites par la force de l'habitude ou plutôt des préjugés.

CHAPITRE V

L'Extension de la Loi de 1884.

En présence des hésitations de la Jurisprudence que nous avons plus haut constatées, de ses tâtonnements à travers les imprécisions de formules sans portée logique, des préjugés tenaces qui l'imprègnent encore dans sa généralité, nous sommes obligés de conclure, à la fin de cette étude, à la nécessité d'une intervention du législateur en vue de consacrer le droit sans limites des Syndicats d'agir en justice pour la défense de l'intérêt professionnel.

Nous aboutissons même, dans cette voie, à des conclusions que certains qualifieront peut-être de téméraires, mais que nous croyons devoir indiquer en terminant.

Il y a quatre ans, dans la séance du 9 juillet 1907, M. de Castelnau disait à la Chambre des Députés :

« Croyez-moi, donnez libre cours, en ce qui concerne la répression des fraudes, aux initiatives privées et collec-

tives, au droit des collectivités. Lancez-vous hardiment dans ce courant ! C'est le seul moyen d'arriver à rendre sans objet ces plaintes dont vous êtes saisis et qui vous signalent que ces magistrats des Parquets sont désarmés pour poursuivre la fraude. Si des citoyens réunis en collectivité, soit comme société de consommation, soit comme Syndicat, ont le droit direct de poursuivre la fraude et possèdent des agents chargés, dans les limites voulues, de la signaler, personne n'aura plus le droit de se plaindre.

« Vous pourrez dire aux plaignants : Ne criez pas sans cesse contre l'Etat, ne recourez pas sans cesse à cette juridiction centrale, alors surtout que vous la représentez souvent comme agissant sous des influences politiques. Nous vous avons mis entre les mains le droit d'agir vous-même directement ; usez-en.

« Je crois que ce serait encore là un moyen d'arriver à faire l'apaisement dans le pays si cruellement éprouvé » (1).

Ces considérations ont une portée plus générale que les circonstances qui les ont provoquées. Ce n'est pas seulement, en matière de *fraude* proprement dite, que la collaboration des Syndicats à la répression des infractions pourrait avoir, à bien des points de vue, des conséquences heureuses.

Depuis la circulaire ministérielle du 19 janvier 1900, il est incontestable que la participation des Syndicats à la découverte et à la répression des infractions aux lois de protection du travail a déjà produit des résultats fort

(1) *Officiel* du 10 juillet 1907, p. 1799.

appréciables. Mais ce n'est pas là qu'il faut s'arrêter dans cette voie.

Il convient tout d'abord de reconnaître aux Syndicats des *droits d'avis*, en certains cas obligatoires. C'est ainsi que les inspecteurs du travail devraient être dans l'obligation de recevoir l'avis des Syndicats *patronaux et ouvriers* avant d'accorder toute dérogation aux lois de protection ouvrière. C'est ainsi, encore, que la consultation de ces Syndicats pourrait être, en certains cas, déclarée obligatoire pour les Tribunaux saisis de contraventions aux lois protectrices du travail.

En second lieu, il convient de reconnaître aux Syndicats et aux Unions de syndicats *une action directe en dommages-intérêts* en cas d'infraction aux lois de police industrielle.

Enfin, il convient de reconnaître également aux Syndicats et aux Unions de syndicats le droit de *mettre en mouvement*, parallèlement à l'inspection du travail, *l'action publique*.

Nous ne nous dissimulons certes pas que ces réformes ne soient une œuvre de longue haleine. L'opinion publique ne lui est pas encore acquise (1). Cette extension des pouvoirs des Syndicats, si elle ne soulève guère d'objections sérieuses, effraie encore beaucoup de gens dont l'attitude des dirigeants du syndicalisme contemporain n'est guère faite pour calmer les appréhensions.

(1) Il faut remarquer cependant que les *Semaines sociales* des catholiques sociaux, l'*Association française pour la protection légale des travailleurs*, et beaucoup de groupements socialistes sont favorables à cette extension.

Certaines réserves, en effet, ont été marquées à ce sujet dans les déclarations suivantes de M. Fagniot, répondant en ces termes à M. Jay, à une réunion de l'Association française pour la protection légale des travailleurs. (On discutait sur l'intervention des Unions dans une action professionnelle) :

« S'il ne s'agissait que d'accorder un droit général d'ester en justice aux Unions de syndicats, je serais tout à fait de votre avis, mais il s'agit d'accorder aux Unions de syndicats de toutes professions le droit d'obtenir réparation d'un dommage moral causé par une infraction aux lois ouvrières. Sur ce point, j'espère que M. Lorin voudra bien maintenir le caractère professionnel qui est à la base même de son important rapport. Et s'il veut bien le maintenir, il ne peut demander l'action en justice et le droit aux dommages-intérêts que pour l'Union des syndicats de la même profession, et non pas pour l'Union des Syndicats de professions les plus diverses, telle qu'une Bourse de travail.

« Il existe, en France, comme à l'Etranger, deux formes très distinctes d'Unions de syndicats : l'union locale, dont le rôle consiste essentiellement à former l'esprit syndicaliste et à abriter en commun les Syndicats d'une ville : c'est la Bourse du travail. Or, cette union locale — j'espère que M. Guérard ne me contredira pas — ne peut pas donner des résultats qu'on puisse même comparer avec ceux de la plus modeste Union des Syndicats d'une même profession. Sans parler de la Fédération du Livre, dont l'influence est énorme sur les imprimeurs dans tous les pays, on peut dire d'une manière générale que les Unions d'une même profession ont une importance

indéniable et rendent des services réels, tandis que les Bourses du Travail, dont les éléments sont hétérogènes et les forces très dispersées, ne donnent et ne peuvent donner que des résultats très modestes.

D'ailleurs, qu'est-ce que veut M. Jay pour les Bourses du travail ? Que, dans les cas trop nombreux encore où il n'y a pas de fédération de la même profession, la Bourse du travail puisse aider et soutenir un petit Syndicat lésé et incapable de se défendre lui-même. Mais, pour aider ce Syndicat, il n'est pas nécessaire que la Bourse puisse recevoir des dommages-intérêts.

Ce que nous devons demander, c'est que les Unions de Syndicats de même profession puissent obtenir réparation d'un dommage moral. Demander ce droit au législateur pour les Unions de Syndicats de toutes professions, c'est aller beaucoup trop loin à mon avis. La limite, c'est la profession. La fédération professionnelle a besoin de cette arme, elle saura s'en servir, elle peut assumer des responsabilités en cas d'abus. La Bourse du travail n'offre pas les mêmes garanties et, d'autre part, son intérêt ne me paraît pas définissable. Nous, nous souhaiterons néanmoins que le législateur s'oriente dans cette voie, sinon par une réforme générale de la loi du 21 mars 1884, assez invraisemblable pour l'instant, du moins à l'occasion des lois de protection ouvrière et de police industrielle qu'il votera désormais ».

Le droit pour les Syndicats professionnels de collaborer à l'application des lois sociales et à la répression des infractions qui y portent atteinte ne sont pas, comme on pourrait être tenté de le croire, à ne considérer que la conception encore dominante en matière de person-

nalité morale syndicale, une extension fictive de cette personnalité. Elle n'en est, dans la théorie que nous avons soutenue, que la conséquence logique.

M. Henri Lorin l'a parfaitement mis en évidence :

« Pour le salaire, dit-il, presque toujours la stricte subsistance est toujours la possibilité de vivre d'une façon humaine, dépendant directement et uniquement des conditions d'effort et de rémunération dans lesquelles il est employé. Pour lui, l'intérêt économique professionnel se concentre tout entier dans le contrat avec l'employeur ; et dans ce contrat est en jeu un intérêt moral : l'intégrité de la personne humaine. Du seul fait que des salariés s'associent pour la défense de leur intérêt économique professionnel, *le but donné à leur activité syndicale se trouve impliquer la garantie de l'intégrité de la personne humaine, qui est le fondement de la moralité publique et l'objet primordial de la justice sociale.* Un Syndicat de salariés a donc, par le seul fait de sa conformité avec la loi de 1884, le caractère essentiel qui, aux yeux des juristes, légitime et appelle la collation du droit de poursuite directe à une association.

D'un autre côté, le régime du salariat fonctionne de telle sorte que les *conditions d'emploi* du travailleur ne sont pas personnelles aux individus, mais sont communes à *tous les ressortissants d'une même catégorie professionnelle*. Forcément donc, l'activité d'un Syndicat de salariés, principalement consacrée à l'amélioration des conditions du travail, a un but qui intéresse non seulement ses propres membres, mais encore tous les travailleurs de la même catégorie professionnelle. Les avantages que peut obtenir le Syndicat profitent à tous les ressortissants de la même profession, parfois même à ceux d'une

autre ; mais, par contre, les membres du Syndicat ne sont pas assurés d'en avoir personnellement le bénéfice ; puisqu'ils sont exposés à payer de la perte de leur emploi la non réussite de leur initiative.

En vertu de la marche même du régime économique, un Syndicat de salariés a donc un rôle représentatif, d'une portée vraiment sociale ; sa forme principale d'action est celle qui, de l'avis des juristes, différencie l'association de l'individu et le place sur le terrain du droit public.

Enfin, puisque toute la législation du travail repose sur le même principe, qu'elle procède de la nécessité, pour assurer l'intégrité de la personne humaine dans les rapports entre les employeurs et salariés, de compenser, par l'intervention de la puissance légale, les conséquences de l'inégalité économique qui est la condition même de l'existence du salariat ; il est de l'intérêt commun de tous les salariés que cette protection soit réalisée et que cette législation soit observée.

La moindre infraction, en même temps qu'elle cause une injustice à ceux à l'encontre de qui elle est commise, constitue un *dol moral* à l'égard de tous les salariés par les *répressions qu'elle provoque* ; par les *imitations qu'elle suscite*, elle est une *menace de caducité pour l'ensemble de la législation protectrice des travailleurs*. Mais, entre les ressortissants d'une même catégorie de travailleurs, le dommage moral qui résulte d'une telle infraction a une gravité spéciale et est susceptible d'avoir *des retentissements d'ordre moral*.

Voilà les motifs qui appellent la reconnaissance, à tout Syndicat professionnel de salariés, du droit de poursuite

directe en cas d'infraction à la législation du travail commise à l'encontre des salariés de la profession.

M. Duthoit disait d'autre part :

« Toute infraction aux lois de protection ouvrière cause à l'ouvrier lésé, à celui qui travaille, par exemple, au-delà de la limite légale, un préjudice individuel qui est d'ailleurs, dans la généralité des cas, non réparable, faute d'action de la part de la victime ; mais elle cause aussi un dommage précis à l'ensemble des salariés de la même profession qu'elle prive en partie, tant que réparation n'a pas été obtenue, de la garantie collective qu'ils tenaient de la loi violée. N'est-ce pas là le préjudice personnel dont souffre le Syndicat, comme tel, et dont il peut justifier ? Qu'on recherche à qui l'infraction a fait tort, et qui peut exercer l'action en réparation avec le maximum d'efficacité, ou reconnaître, à ce double point de vue, la solidité juridique et l'opportunité sociale de l'action syndicale » (Duthoit : *Vers l'argumentation professionnelle*, p. 250).

Nous n'avons rien à ajouter à ces considérations si précises et si convaincantes.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	IX
-------------------------	----

INTRODUCTION.

I. — Considérations générales	XI
II. — Aperçu historique sur les Associations professionnelles depuis la Révolution jusqu'à la loi de 1884.	

CHAPITRE PREMIER.

Du Droit d'action en justice des Syndicats professionnels . . .	I
---	---

CHAPITRE II.

Le Droit d'ester en justice et la jurisprudence	9
---	---

CHAPITRE III.

Les Controverses doctrinales	47
--	----

CHAPITRE IV.

Les Lois spéciales extensives du droit d'action en justice des Syndicats professionnels	63
--	----

CHAPITRE V.

L'extension de la loi de 1884	103
---	-----

VU :
Le Président,
RAOUL JAY.

VU :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

VALENCE, IMPRIMERIE VALENTINOISE
